

Date de dépôt : 5 juin 2018

Rapport

de la Commission des transports chargée d'étudier :

- a) PL 12329-A** **Projet de loi du Conseil d'Etat approuvant les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017**
- b) PL 12330-A** **Projet de loi du Conseil d'Etat approuvant le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017**

Rapport de M. François Lance

Mesdames et
Messieurs les députés,

La commission des transports a examiné les PL 12329 et 12330 sous la présidence de M. Pierre Vanek lors de la séance du 22 mai 2018.

La commission a bénéficié de la présence de M. David Favre, directeur général des transports (DGT), et de M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs (DGT).

Que ces personnes soient remerciées du soutien apporté au travail de la commission.

Le procès-verbal a été tenu par M. Vincent Moret que je remercie pour la qualité de son travail.

Séance du 22 mai 2018

M. Favre précise que les TPG, comme tous les établissements publics autonomes, doivent fournir chaque année leurs comptes et leur rapport de gestion. Cela fait l'objet, de la part du département, de deux projets de lois qui entérinent le rapport de gestion et les états financiers, soit les PL 12330 et 12329. A côté de cela et pour des questions de calendrier, les commissaires doivent se prononcer sur le budget 2018 des TPG. Ce dernier fait l'objet du RD 1219 du Conseil d'Etat.

Lors de la précédente fin de députation, les députés avaient entériné l'avenant au contrat de prestations des TPG pour l'année 2019 ; cela avant de réaliser un nouveau contrat de prestations avec les TPG et les Mouettes genevoises, qui se déploiera sur la période 2020-2024. Les députés de l'ancienne législature ont ainsi validé à l'unanimité le projet de loi de ratification de l'avenant au contrat de prestations.

Audition des TPG (M^{me} Anne Hornung-Soukup, présidente du CA, M. Denis Berdoz, directeur général et M^{me} Sophie Heurtault Malherbe, directrice finances et gestion

M^{me} Hornung-Soukup rappelle qu'une votation sur une baisse des tarifs TPG a eu lieu en 2014. Depuis lors, beaucoup d'économies ont été effectuées. La période 2014-2017 a été difficile et frustrante pour les TPG, car il a fallu diminuer les prestations. En 2017, une loi leur donnant des fonds supplémentaires a été votée par le Grand Conseil. Elle remercie les députés qui ont voté la loi 12128, car cela fait plaisir de pouvoir rajouter des prestations. Ils ont également travaillé le projet stratégique CAP 2030 qui concerne directement leur vision de l'avenir des TPG. C'était difficile d'avoir un projet présentant une vision sur les dix prochaines années sans savoir exactement quels seront les financements futurs. Elle remercie encore une fois le Grand Conseil pour cet effort accordé aux TPG.

M. Berdoz annonce qu'ils ont prévu deux présentations, une pour les comptes 2017 et une pour le budget 2018. Le budget 2018 sera présenté dans un premier temps.

M^{me} Heurtault Malherbe présente tout d'abord le compte de résultat. Le budget 2018 présente une prévision de déficit de 909 000 F, ce qui est meilleur qu'en 2017 et en 2016. Cela s'explique par une augmentation plus rapide des produits que des charges. Elle présente ensuite la répartition des produits. Les principaux produits sont le droit du sillon et les revenus du transport. Les principales charges concernent les frais de personnel (58%) et les frais de fonctionnement. Le budget 2018 par rapport au budget 2017 prévoit une hausse

de 3,4% pour les produits du transport. Elle explique que les ventes d'abonnements mensuels, suite au vote de 2014, ont beaucoup chuté, car ces deniers tarifs n'ont pas été revus à la baisse. Il y a eu un report sur les abonnements annuels. La perte n'est toutefois pas couverte par le report sur les autres titres de transport. Elle présente ensuite le détail des charges d'exploitation. Les charges qui augmentent le plus sont celles de la sous-traitance qui sont liées à l'augmentation de l'offre. Elle indique ensuite que l'évolution des frais de personnel est stable, sauf en 2014. Cela est dû à une écriture comptable qui est une reprise de provision liée à un changement pour les avantages postérieurs à l'emploi. Ils ont, en effet, supprimé certains avantages pour les retraités. Elle ajoute que les frais de personnel par rapport à l'effectif moyen annualisé représentent le coût moyen d'une personne tout compris (frais de DRH, formation, etc.). Il ne faut pas prendre cela pour un salaire moyen. L'évolution des produits et des charges de 2014 à 2018 reflète une certaine stabilité. Par rapport à 2014, soit la dernière année avec les anciens tarifs, le manque à gagner n'a pas encore été rattrapé. Elle précise également que, selon les indicateurs financiers du contrat de prestations, le ratio de contribution cantonal ainsi que le taux de couverture sont sensiblement différents de la cible inscrite dans le PFP 2017. Ils sont tout de même dans la marge de 5% fixée par le contrat de prestations. Il est également possible de relever que le ratio coût-offre est de 0,130. Cela peut paraître élevé mais il faut relever que ce dernier était de 0,135 en 2006. A propos de l'évolution de l'offre, les TPG sont au-dessus du PFP (Plan financier pluriannuel). Ils ne sont pas encore au niveau de 2014, car la loi 12128 a été votée en septembre 2017. Ainsi, l'offre a été mise en œuvre en avril 2018 et une partie le sera encore progressivement jusqu'à la fin de l'exercice 2018. Concernant les investissements, elle n'a aucun commentaire particulier, car tout est conforme au contrat de prestations.

Un député (S) demande quelles sont les raisons de l'augmentation de la sous-traitance. Il demande également quel est l'intérêt de pratiquer les nouvelles offres en sous-traitance et non pas directement par les TPG.

M. Berdoz indique que l'augmentation de l'offre se fera par l'augmentation des prestations des TPG, mais également par celles de la sous-traitance. La proportion de l'un et de l'autre va rester très stable. Ils resteront également sous le seuil des 10% prévu par la loi. L'étape du 9 avril concernait intégralement les TPG. L'étape de fin août concernera deux petites lignes transfrontalières. Une des deux sera sous-traitée, car elle se fera avec des minibus, ce dont les TPG ne disposent pas dans leur flotte. En décembre, l'augmentation de l'offre se fera en grande partie par les TPG et en petite partie par la sous-traitance. Ils restent autour de 9,5% de sous-traitance.

Un député (S) demande quels ont été les sous-traitants choisis. A cette question, M. Berdoz indique qu'ils procèdent par appels d'offres. Pour chacune des lignes, ils mettent au concours et attribuent les lignes à un acteur selon différents critères.

Un député (S) demande pourquoi le résultat d'exploitation de TP Publicité SA est si bas. Il demande ensuite si les frais de personnel se montent bien à 9 millions. Il demande finalement combien de personnes travaillent chez TP Publicité SA.

M. Berdoz indique qu'une quinzaine de personnes travaillent chez TP Publicité SA. M^{me} Heurtault Malherbe explique que TP Pub paie des redevances aux TPG. Elle indique que le résultat n'est pas reversé, mais qu'il y a une redevance dans les charges d'exploitation. Cela rapporte ainsi une dizaine de millions aux TPG. C'est pour cela que le résultat final est faible.

Un député (PDC) demande quelles sont les conséquences financières sur le budget 2018 des TPG de la loi 12128, votée par une courte majorité du Grand Conseil. Il demande ensuite si les accords intervenus dernièrement entre la direction et les représentants du personnel ont déjà eu un impact sur le budget 2018. Il demande finalement si le coût des travaux du nouveau dépôt des TPG est en phase avec le budget.

M. Berdoz répond à la dernière question. Il confirme que, à ce stade, les signaux sont « au vert ». Cela signifie que ce centre sera en exploitation pour l'étape de décembre 2019. La planification est parfaitement en phase avec cet objectif. Ils prévoient de terminer les travaux pour exploiter une partie de leurs trams et trolleybus dans le délai prévu. En termes de budget et de coûts, les indicateurs sont également « au vert ». La loi leur a octroyé 310 millions et le projet est entièrement dimensionné pour respecter cela. Ils réaliseront ainsi « En Chardon » dans le coût budgété.

Concernant sa première question à propos du coût de l'offre, il a été convenu qu'il fallait remettre le volume de 2014 d'offre en termes de places par kilomètre (multiplication du nombre de kilomètres du réseau par le nombre de places de chacun des véhicules). Le coût de cette offre supplémentaire a été calculé à 9 millions de francs cette année. Il sera un peu supérieur l'année prochaine, car le volume de l'offre en 2019 sera équivalent à celui de 2014. En 2018, ils termineront l'année avec le même volume d'offre qu'en 2014.

Concernant l'accord, ils ont entamé des négociations le mois passé. Cet accord se traduit par des mesures d'organisation, des mesures de formation et du recrutement progressif sur les trois prochaines années. Cet accord est signé et valable jusqu'à la fin de l'année 2021. Ces mesures seront mises en place en partie pour les conducteurs au niveau des formations. C'est un double intérêt

pour les employés et pour l'entreprise. Ces coûts sont progressifs et seront absorbés par des mesures d'économie internes. Cela permettra de réduire l'absentéisme. Le fait de pouvoir donner cette formation et de soulager le personnel en place en engageant des conducteurs sur place et non en congé leur permettra de réduire les coûts.

Une députée (S) demande quel est le taux précis de sous-traitance des TPG actuellement. A cette question, M^{me} Heurtault Malherbe répond que le taux est de 9,5%.

Une députée (S) demande ce qu'il en est concernant le taux de sous-traitance pour le GLCT.

M. Berdoz rappelle tout d'abord ce qu'est le GLCT. C'est l'organe qui régit les transports transfrontaliers. L'offre cantonale est intégralement financée par l'Etat de Genève et les TPG ont en le monopole. Le schéma est toutefois différent pour les lignes transfrontalières (Ligne F, D, etc.). Le GLCT franco-suisse met au concours tous les sept ans l'attribution de ces lignes. Ils ont concouru récemment pour dérocher des lots et les TPG les ont tous remportés. Pour l'exploitation de ces lignes, les TPG ont été renforcés par des sous-traitants suisses et français.

Une députée (S) demande quel est le pourcentage des lignes transfrontalières exploitées en sous-traitance. A cette question, M. Berdoz indique que c'est le 100% des lignes.

Un député (UDC) demande si, dans le cadre d'« En Chardon », l'entièreté votée par le Grand Conseil est bien dans le cahier des charges de ce qui a été prévu.

M. D. Berdoz confirme qu'ils ont dû trouver des mesures d'économies. Ils ne l'ont pas fait sur le programme du bâtiment, car ce dernier sera prêt à recevoir 70 trams et 130 bus. Le programme sera ainsi intégralement respecté. Ils ont toutefois décidé d'effectuer certaines optimisations concernant, par exemple, les passerelles desservant les véhicules ou encore les poutres du bâtiment. Le même député (MCG) relève qu'ils ont parlé de formations pluridisciplinaires. Il demande s'ils favorisent les résidents genevois dans ces formations-là.

M. Berdoz indique que ces formations sont destinées au personnel des TPG. Cette formation est principalement faite pour les nouveaux employés et ils respectent la directive les obligeant à passer par l'OCE afin de trouver des résidents genevois.

Le même député (MCG) demande s'ils sont satisfaits de cette pratique.

M. Berdoz affirme qu'ils sont satisfaits, car ils ont trouvé les conducteurs adéquats jusqu'à présent. Il indique qu'il devient toutefois plus compliqué de trouver de bons candidats conducteurs. Ils attendent en effet de la part de ces derniers des compétences en conduite de véhicules lourds, mais également des compétences commerciales pour interagir avec la clientèle.

Un député (MCG) demande comment ils fonctionnent pour les chômeurs de longue durée et les chômeurs âgés. Il demande s'ils sont proactifs dans ce domaine.

M. Berdoz indique qu'ils ont des relations étroites avec l'OCE et l'Hospice général. A chaque fois qu'ils doivent ouvrir un poste, ils l'ouvrent d'abord à l'interne. S'ils ne trouvent personne, ils se tournent vers l'OCE et ensuite vers l'Hospice général. Ils n'ont aucune directive limitative concernant l'âge. Le métier de conduite est astreignant et ils remarquent que les problèmes d'absentéisme sont plus forts chez les personnes âgées.

Un député (S) demande pourquoi 100% des lignes GLCT sont sous-traitées. Il demande quel est l'intérêt de prendre ces lignes en concession s'ils finissent par les sous-traiter. Il demande quelles sont les entreprises qui exploitent ces lignes. Il demande quels sont les critères qui font que certaines lignes ordinaires sont sous-traitées. Il demande également des précisions concernant les conditions de travail chez les sous-traitants.

M. Berdoz indique qu'ils ont décidé de répondre l'appel d'offres des lignes GLCT pour des considérations économiques. Pour certaines lignes, ils décident de les sous-traiter, car cela peut concerner le matériel disponible au sein des TPG. Il explique également que, si une ligne a une durée de vie prévisionnelle limitée, ils vont plutôt passer par la sous-traitance. Concernant les conditions de travail, c'est lié au contrat avec leur employeur. Ce n'est pas la jungle, notamment car l'Office fédéral des transports a prescrit un salaire minimum. Un conducteur français aura ainsi un salaire minimum sur la partie suisse et le salaire prévu par l'employeur sur le côté français.

Présentation des comptes 2017

M^{me} Heurtault Malherbe annonce que le compte de résultat présente un déficit largement supérieur à ce qui était budgétisé. Cela s'explique principalement par une augmentation des contributions qui est liée à une augmentation de l'offre et à la non-augmentation des tarifs. Il faut également relever que les contributions des communes et des tiers sont au-dessus du budget. Les charges les plus importantes sont les charges de personnel. La répartition des produits en pour cent est stable. C'est également le cas pour les charges. Concernant la ligne « autres titres de transport » à propos de

l'évolution 2016-2017 des produits du transport, il y a un litige avec « service direct » qui verse une compensation en lien avec les abonnements demi-tarif. Ils prennent uniquement en charge le demi-tarif junior. Ils doivent ainsi prendre en charge le différentiel des recettes pour les AVS/AI. Vu que le litige sera réglé cette année, ils ont provisionné 1,1 million de francs. Concernant le détail des charges, il faut noter qu'il y a une hausse des charges de personnel liée à l'augmentation de l'offre et également aux négociations avec les partenaires sociaux. Ils ont en outre obtenu des lignes pour le GLCT qui n'étaient pas budgétisées, ce qui a engendré une augmentation des charges de sous-traitance. Ils ont également dû renforcer la ligne D. Un dépassement de 2 millions de francs concernant la récupération partielle de la TVA est intervenu en raison du décalage des investissements. Ils ont en effet récupéré moins de TVA que ce qui était planifié. Concernant l'évolution des places et voyages par kilomètre, il est notable que, malgré la baisse de l'offre, il y a une hausse de la fréquentation. Entre 2015 et 2016, ils ont changé leur méthode de comptage. Désormais, ils prennent une moyenne des comptages effectués. S'ils avaient retraité les chiffres en 2015, l'entreprise serait à près de 515 000 voyages par kilomètre. Il y a donc de toute façon une progression régulière depuis 2013.

Elle présente ensuite le bilan et attire l'attention des commissaires sur les actifs immobilisés. Les 190 millions concernent l'évolution du chantier « En Chardon ». Ce qui est notable au niveau du passif, c'est que la dette à court terme a sensiblement diminué. Il est également possible de constater que les subventions d'investissement ont augmenté, ce qui est dû à l'avancée des travaux à « En Chardon ».

Un député (Ve) ne voit pas d'éléments dans la présentation concernant la vitesse commerciale. Ces dernières sont en baisse depuis quatre ans. Il aimerait savoir ce qu'il en est des travaux sur la vitesse commerciale.

M. Berdoz dit que la vitesse commerciale fait l'objet d'un double traitement. Ils ont un groupe de travail à l'interne piloté par le département. Trois instances travaillent au sein de ce groupe (le département, les TPG et la Ville de Genève), et il est présidé par M. Favre. Ces séances ont pour but de travailler et d'identifier des mesures ayant pour but d'améliorer la vitesse commerciale. Le travail a permis de contenir cette baisse et non pas, pour l'instant, d'améliorer la vitesse commerciale.

Un député (Ve) demande à quoi ils attribuent cette baisse.

M. Berdoz explique que le nombre de « montées-descentes » joue notamment un rôle, mais que ce n'est pas un facteur prépondérant. Le nombre

de paramètres influents est important. Les mesures de circulation en site propre sont des éléments prépondérants.

Un député (Ve) demande comment cela se ressent. A cette question, M. Berdoz répond que les usagers le ressentent car ils constatent qu'il leur faut plus de temps pour se rendre d'un point A à un point B. C'est également des coûts supplémentaires, car il faut ajouter des véhicules et des conducteurs. L'offre n'est donc pas réduite, mais il faut réinjecter des véhicules et des conducteurs. L'augmentation de la vitesse commerciale améliore non seulement la qualité perçue par le client, mais également les coûts.

Un député (Ve) demande s'il est possible d'évaluer le non-respect de la disposition légale imposant une vitesse commerciale de 18 km/h.

M. Favre propose qu'ils fassent une présentation lors d'une prochaine séance de commission sur la longue liste de mesures prises et en cours pour améliorer la vitesse commerciale. C'est frustrant, car il faut contenir la détérioration afin de pouvoir améliorer les choses. Une partie des mesures prises l'année dernière n'a pas encore porté ses fruits. L'impact est progressif est de nombreuses mesures n'ont pas encore été mises en œuvre. Cet indicateur a été enlevé du contrat de prestations des TPG, car ces derniers ne sont que peu responsables de la vitesse commerciale. Les TPG dépendent essentiellement d'infrastructures que seuls le canton et les communes peuvent apporter. Zurich n'arrive pas non plus au plafond indiqué dans leur loi. Il ajoute finalement, au regard de ce qu'il a pu lire dans la presse, que la vitesse commerciale n'est pas un bon indicateur pour considérer que des lignes express sont plus rapides.

Un député (Ve) demande s'ils ont constaté des effets suite à l'introduction des arrêts sur demande.

M. Berdoz affirme que leur premier constat est que cela est très bien accepté par la population. Ils ont fait un très bon travail de communication. Ils n'ont pas vu de différence en matière de plaintes suite à cette introduction. Ils ont effectivement constaté que, pendant les heures creuses, ils gagnent du temps sur certains parcours. Ils ont prévu de procéder à certains changements d'horaires afin de raccourcir les temps de parcours pendant les heures creuses.

Un député (PDC) demande, premièrement, concernant l'allongement des amortissements des anciens trams, s'il y aura des conséquences d'ici quelques années par rapport au renouvellement de ce matériel. Il demande ensuite si les TPG envisagent des efforts en matière de communication pour inciter les Genevois à utiliser les transports publics. Il sait que des efforts ont été faits, par exemple par le biais de l'envoi des factures du service des autos. Il demande finalement s'ils ont eu des recommandations des réviseurs concernant les engagements du fonds de prévoyance des TPG.

M^{me} Heurtault Malherbe explique que les amortissements de véhicules décalés dans le temps représentent quelque chose de très marginal de l'ordre de 1 à 2 ans. Cela a un impact, mais tout a été fait de façon très raisonnable. Ce sont des ajustements très fins qui permettent de décaler les plans d'investissements, sans surcoûts pour l'exploitation.

M. Berdoz ajoute qu'il n'y a pas de bonne réponse pour gérer l'âge des véhicules. Il est souvent entendu qu'il y a trop de nouveaux véhicules. Il faut rappeler que le réseau de tram est très récent à Genève, car de nouvelles lignes ont été créées dans la dernière décennie. Concernant la communication, il annonce qu'il y a eu une réorganisation de tout le secteur et le recrutement de nouvelles personnes. Il y a un nouveau directeur du domaine marketing, vente et communication, un nouveau responsable marketing, un nouveau responsable communication ainsi qu'un nouveau porte-parole. Il rassure les députés en expliquant que seul un de ces postes est nouveau, les autres ayant été renouvelés. Ils sont entrés dans une série de campagnes importantes depuis le début de l'année. Ils vont voir toutes les entreprises de la place genevoise pour les convaincre d'offrir des avantages à leurs employés et pour offrir des moyens aux entreprises de simplifier la gestion des abonnements.

M^{me} Heurtault Malherbe indique qu'il n'y pas de recommandations particulières des réviseurs concernant les engagements du fonds de prévoyance. Il convient de relever qu'ils appliquent le règlement sur les états financiers.

Un député (UDC) relève que le Grand Conseil a voté une enveloppe de 50 millions de francs pour le remplacement de feux et autres panneaux de signalisation. Il demande ce qui revient aux TPG. Il indique en outre que de nombreux bus le dimanche en ville circulent avec quelques minutes d'avance.

M. Favre indique que les TPG ne sont aucunement impliqués dans ce financement de 50 millions. Ce budget vise à remplacer 40% des feux de signalisation, à créer une tour de contrôle pour la gestion du trafic, à améliorer l'information des usagers et de mettre en œuvre la LMCE. Il y aura forcément des impacts indirects sur les TPG, mais il ne peut pas en dire plus à ce stade. La loi accompagne progressivement le renouvellement des carrefours. Ils mettent en place des carrefours plus réactifs. A l'heure actuelle, les carrefours permettent déjà d'octroyer une priorité aux TPG. Il propose, lors de la séance sur la vitesse commerciale, de faire un bilan sur la LMCE.

Un député (S) demande ce qu'il en est de l'audit lancé pour TP Publicité SA. Il demande également des précisions sur la gestion de TP Publicité SA et son résultat d'exploitation.

M^{me} Hornoug-Soukup indique qu'ils ont découvert en février des signes d'une mauvaise gestion des créances de TP Pub. Ils font désormais un grand effort pour aller chercher l'argent qui leur est dû. Les TPG ainsi que le Conseil d'Etat ont demandé un audit. C'est quelque chose qui est en cours. Cela a amené à la démission du directeur. Il était prévu qu'un résultat faible intervienne en 2017, suite à l'investissement effectué à Lausanne. Concernant le poste à pourvoir, il est difficile de trouver un nouveau directeur. L'opérationnel de la société est toutefois assuré par le conseil d'administration.

Une députée (Ve) demande s'il y a un résultat intermédiaire en 2018 pour les objectifs environnementaux. Elle demande également pourquoi le résultat a été décevant en 2017.

M. Berdoz affirme qu'ils n'ont pas encore de bilan intermédiaire pour 2018. Cet indicateur est de leur point de vue discutable. Tel qu'il est construit aujourd'hui, il ne reflète pas vraiment la réalité des choses. Si le nombre de gens qui renoncent à leur voiture et qui prennent les TPG est augmenté, cela n'a aucun impact sur l'indicateur, alors que cela a réellement un impact sur l'environnement. Il peut confirmer que leur offre est en majorité électrique (trams, trolleybus et TOSA). Les mesures prises par les TPG en faveur de l'environnement sont nombreuses tant pour les véhicules que pour les infrastructures.

Un député (PLR) a cru comprendre que TP Publicité SA devait verser des redevances trop importantes aux TL. Il demande s'ils confirment cela. Il demande en outre si les revenus de TP Publicité SA seront grevés pendant la durée de ce contrat.

M^{me} A. Hornoug-Soukup confirme que c'est l'un des facteurs. Pour accueillir les bras ouverts TP Publicité SA à Lausanne, les entreprises de publicité existantes ont cassé les prix. Ils estiment qu'il y a toujours un potentiel commercial important à Lausanne. Elle indique que les ventes sont bonnes. Ils croient au potentiel commercial de cette société à Lausanne. Il y a clairement eu un problème de trésorerie et de contrôle de trésorerie.

Votes

Le président met aux voix le vote d'entrée en matière du PL 12329 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

L'entrée en matière est acceptée.

Deuxième débat :

Article unique – pas d’opposition, adopté

Troisième débat :

Le président met aux voix le PL 12329 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

Le PL 12329 est accepté.

Le président met aux voix le vote d’entrée en matière du PL 12330 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

L’entrée en matière est acceptée.

Deuxième débat :

Article unique – pas d’opposition, adopté

Troisième débat :

Le président met aux voix le PL 12330 :

Pour : 13 (1 EAG, 3 S, 2 Ve, 1 PDC, 3 PLR, 1 UDC, 2 MCG)

Contre : –

Abstention : –

Le PL 12330 est accepté.

Conclusion

Au vu des explications transmises en commission et au nom de la majorité unanime de la commission, nous vous incitons à accepter les deux projets de lois 12329-A et 12330-A approuvant les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l’exercice 2017 des TPG.

Projet de loi (12329-A)

approuvant les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;
vu l'article 38, alinéa 2, de la loi sur les Transports publics genevois, du 21 novembre 1975;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014;
vu les états financiers consolidés des Transports publics genevois pour l'année 2017;
vu la décision du conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG), du 12 mars 2018,
décrète ce qui suit :

Article unique Etats financiers

¹ Les états financiers consolidés des Transports publics genevois (TPG) comprennent :

- a) un bilan;
- b) un compte de résultat;
- c) un tableau des variations des fonds propres;
- d) un tableau des flux de liquidités;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

² Les états financiers pour l'année 2017 sont approuvés.

Projet de loi (12330-A)

approuvant le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année 2017

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du
4 octobre 2013;
vu l'article 38, alinéa 2, de la loi sur les Transports publics genevois, du
21 novembre 1975;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du
10 décembre 2014;
vu le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année
2017;
vu le rapport de réalisation de l'offre des Transports publics genevois (TPG)
pour l'année 2017;
vu la décision du conseil d'administration des Transports publics genevois
(TPG) du 12 mars 2018,
décrète ce qui suit :

Article unique Rapport de gestion

Le rapport de gestion des Transports publics genevois (TPG) pour l'année
2017 est approuvé.



PRESENTATION A LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU 22/05/2018

BUDGET 2018

 transports publics genevois



SOMMAIRE

- **Présentation du budget 2018**
 - Page 3
- **Synthèse et chiffres clés**
 - Page 16
- **Commentaires du budget 2018**
 - Page 24

 transports publics genevois

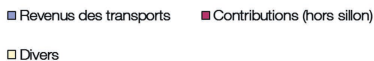
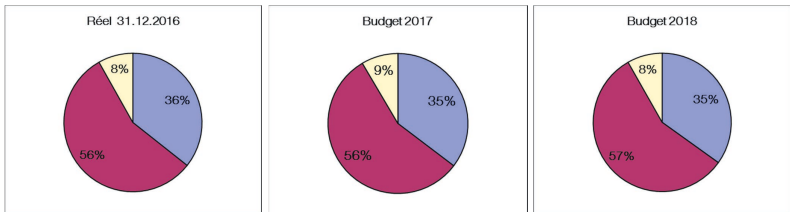
COMPTE DE RESULTAT - BUDGET 2018

| En kchf | Réal 31.12.2016 | Budget 2017 | PFP 2018 | Budget 2018 | Variations | | |
|---|--------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | | | | | Budget 2018 vs Réal 2016 | Budget 2018 vs Budget 2017 | Budget 2018 vs PFP 2018 |
| Revenus de transport | 145'300 | 147'050 | 150'246 | 152'492 | 4.9% | 3.7% | 1.5% |
| <i>dont revenus de transport UNIRESO</i> | 128'298 | 129'704 | 132'976 | 134'096 | 4.6% | 3.4% | 0.8% |
| Contribution de l'Etat de Genève | 223'754 | 227'119 | 226'133 | 240'272 | 7.4% | 5.8% | 6.3% |
| <i>dont droit du sillon</i> | 137'59 | 137'59 | 137'59 | 137'59 | 0.0% | 0.0% | 0.0% |
| Contribution de la Confédération | 10'708 | 10'714 | 10'200 | 10'440 | -2.5% | -2.6% | 2.4% |
| Contribution des communes et des tiers | 8'372 | 9'828 | 12'477 | 11'815 | 41.1% | 20.2% | -5.3% |
| Produits d'exploitation divers | 17'394 | 20'601 | 16'404 | 21'271 | 22.3% | 3.3% | 29.7% |
| Total Produits d'Exploitation | 405'527 | 415'312 | 415'459 | 436'289 | 7.6% | 5.1% | 5.0% |
| Frais de personnel | 232'138 | 236'839 | 229'589 | 246'155 | 6.0% | 3.9% | 7.2% |
| Frais de véhicules | 32'382 | 33'157 | 31'388 | 31'570 | -2.5% | -4.8% | 0.6% |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 20'216 | 20'202 | 20'636 | 20'752 | 2.7% | 2.8% | 0.6% |
| <i>dont droit du sillon</i> | 13'773 | 13'773 | 13'759 | 13'860 | 0.6% | 0.6% | 0.7% |
| Sous-traitance de transport | 44'551 | 43'303 | 41'375 | 50'791 | 14.0% | 17.3% | 22.8% |
| Charges d'exploitation diverses | 25'721 | 26'230 | 26'811 | 27'232 | 5.9% | 3.8% | 1.6% |
| Dotations aux amissements | 42'658 | 45'658 | 47'415 | 45'149 | 5.8% | -1.1% | -4.8% |
| Pertes sur constats et débiteurs | 3'046 | 2'970 | 3'260 | 2'677 | -12.1% | -9.9% | -17.9% |
| Total Charges d'Exploitation | 400'712 | 408'360 | 400'475 | 424'335 | 5.9% | 3.9% | 6.0% |
| Résultat Exploitation | 4'815 | 6'953 | 14'985 | 11'954 | 148.3% | 71.9% | -20.2% |
| Produits financiers | 1'880 | 1'007 | 632 | 946 | -49.7% | -6.1% | 40.7% |
| Charges financières | 14'594 | 15'140 | 15'870 | 13'809 | -5.4% | -8.8% | -13.0% |
| Résultat financier | -12'714 | -14'133 | -15'238 | -12'863 | 1.2% | -8.0% | -15.6% |
| Quote part des sociétés associées | 282 | | | | | | |
| Résultat de l'Exercice | -7'617 | -7'181 | -253 | -909 | -88.1% | -87.3% | 259.3% |

stpg transports publics genevois

Page 3

REPARTITION DES PRODUITS EN %

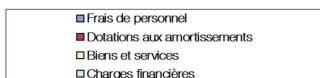
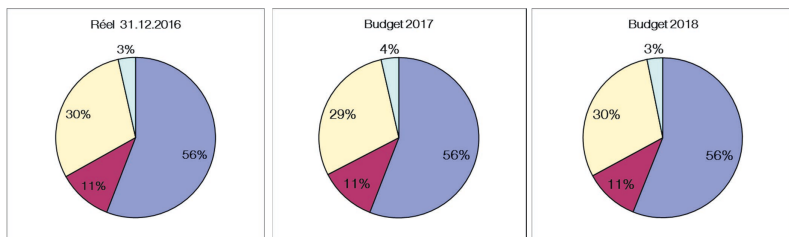


Divers: y compris contributions pour sillon.

stpg transports publics genevois

Page 4

REPARTITION DES CHARGES EN %



Biens et services: y compris droit du sillon.

stpg transports publics genevois

Page 5

DETAIL DES PRODUITS

stpg transports publics genevois

Page 6



PRODUITS DU TRANSPORT COMPTABILISES EVOLUTION 2014 - 2018

| En kchf | Réel | Réel | Réel | Budget 2017 | PFP 2018 | Budget 2018 | Variations | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|----------------------------|-------------------------|
| | 31.12.2014 | 31.12.2015 | 31.12.2016 | | | | Budget 2018 vs Réel 2016 | Budget 2018 vs Budget 2017 | Budget 2018 vs PFP 2018 |
| Billets | 44851 | 41951 | 44817 | 46248 | 45424 | 48088 | 7.3% | -4.0% | 5.9% |
| dont cartes journalières | 9239 | 8211 | 8137 | 8297 | 10268 | 8428 | 3.6% | 1.6% | -17.9% |
| Abonnements annuels | 45136 | 43924 | 43641 | 44273 | 45907 | 47927 | 9.8% | 8.3% | 4.6% |
| Abonnements mensuels | 40475 | 32760 | 30571 | 30500 | 31486 | 29251 | -4.3% | -4.1% | -7.1% |
| Abonnements hebdomadaires | 331 | 314 | 291 | 294 | 327 | 377 | 29.6% | 28.2% | 15.3% |
| Autres titres de transport | 12788 | 12670 | 13378 | 12763 | 13381 | 12961 | -3.1% | 1.6% | -3.1% |
| Rabais et Bonus | -7309 | -5305 | -4400 | -4375 | -3449 | -4509 | 2.5% | 3.1% | 30.7% |
| Total revenus de Transports Unireso | 136271 | 126413 | 128298 | 129704 | 132976 | 134096 | 4.5% | 3.4% | 0.8% |
| Revenus de Transports TPG | 11517 | 10418 | 11014 | 10756 | 10255 | 11696 | 6.2% | 8.7% | 14.1% |
| Autres produits du transport (CTT, ...) | 5993 | 5754 | 5988 | 6590 | 7015 | 6700 | 11.9% | 1.7% | -4.5% |
| Total Revenus de Transports | 153681 | 142586 | 145300 | 147050 | 150246 | 152492 | 4.9% | 3.7% | 1.5% |



DETAIL DES CHARGES

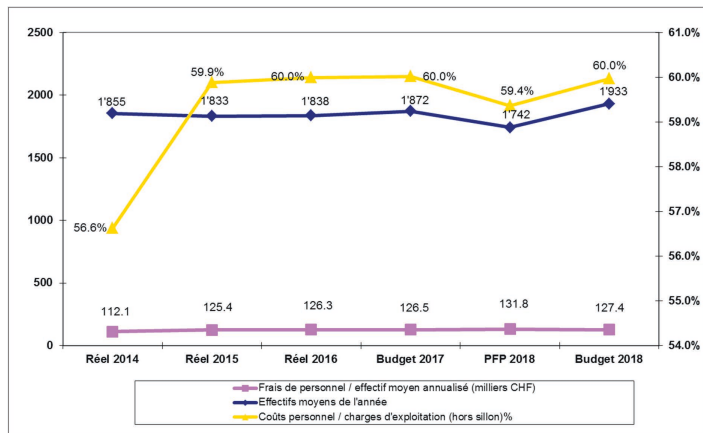
DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

| En kchf | Réel | Réel | Réel | Budget 2017 | PFP 2018 | Budget 2018 | Variations | | |
|--|-------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------------|
| | 31.12.2014 | 31.12.2015 | 31.12.2016 | | | | Budget 2018 vs Réel 2016 | Budget 2018 vs Budget 2017 | Budget 2018 vs PFP 2018 |
| Frais de Personnel | 207'933 | 229'877 | 232'138 | 236'839 | 229'589 | 246'155 | 6.0% | 3.9% | 7.2% |
| Frais de Véhicules | 34'025 | 33'712 | 32'382 | 33'157 | 31'388 | 31'570 | -2.5% | -4.8% | 0.6% |
| Frais de Bâtimens & Installations Fixes (dont droit du sillon) | 8'431 0 | 20'999 14'044 | 20'216 13'773 | 20'202 13'773 | 20'636 13'759 | 20'762 13'860 | 2.7% 0.6% | 2.8% 0.6% | 0.6% 0.7% |
| Sous-Traitance de Transport | 43'707 | 44'966 | 44'551 | 43'303 | 41'375 | 50'791 | 14.0% | 17.3% | 22.8% |
| Sous-traitance de transport | 30'901 | 33'238 | 32'627 | 32'045 | 27'927 | 38'117 | 10.7% | 12.7% | 29.3% |
| Sous-traitance GLCT | 12'806 | 11'728 | 11'925 | 11'258 | 13'448 | 14'674 | 23.1% | 30.3% | 9.1% |
| Charges d'Exploitation Diverses | 29'330 | 21'713 | 25'721 | 26'230 | 26'811 | 27'232 | 5.9% | 3.8% | 1.6% |
| Assurances & Franchises | 2'228 | 2'449 | 2'417 | 2'333 | 2'316 | 2'184 | -9.6% | -6.4% | -5.7% |
| Etudes & Mandats | 1'934 | 2'165 | 1'803 | 1'920 | 1'915 | 1'759 | -2.4% | -8.4% | -8.1% |
| Commissions et Frais de Ventes | 4'216 | 3'620 | 4'283 | 7'010 | 4'912 | 7'151 | 67.0% | 2.0% | 45.6% |
| Communication & Marketing | 2'553 | 2'052 | 2'980 | 2'583 | 3'218 | 3'240 | 8.7% | 25.4% | 0.7% |
| Entretien, maintenance, locations | 5'156 | 5'258 | 5'199 | 5'718 | 6'142 | 5'483 | 5.5% | -4.1% | -10.7% |
| Frais Administratifs | 3'574 | 2'745 | 3'079 | 3'132 | 3'549 | 3'236 | 5.1% | 3.3% | -8.8% |
| Cotisations impôts et taxes | 2'445 | 943 | 3'308 | 517 | 350 | 369 | -88.8% | -28.6% | 5.4% |
| Autres Charges | 7'223 | 2'480 | 2'653 | 3'017 | 4'409 | 3'809 | 43.6% | 28.3% | -13.6% |
| Dotations aux amortissements | 41'255 | 44'054 | 42'658 | 45'658 | 47'415 | 45'149 | 5.8% | -1.1% | -4.8% |
| Pertes sur constats et débiteurs | 2'502 | 2'602 | 3'046 | 2'970 | 3'260 | 2'677 | -12.1% | -9.9% | -17.9% |
| Total charges d'exploitation | 367'183 | 397'923 | 400'712 | 408'360 | 400'475 | 424'335 | 5.9% | 3.9% | 6.0% |

Données consolidées. 2014 retraité

Page 9

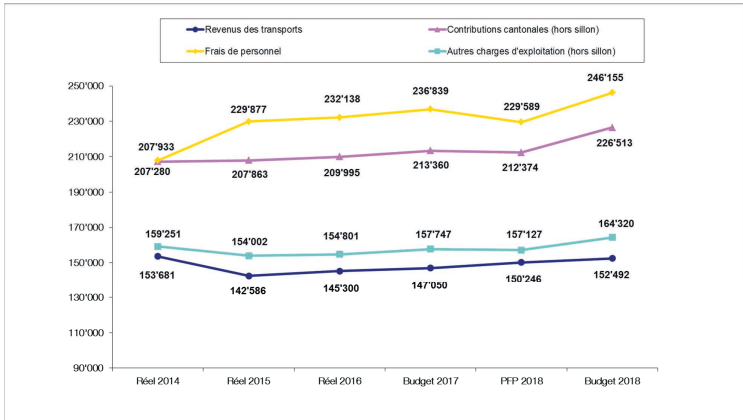
EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL 2014 - 2018



Données consolidées. 2014 retraité

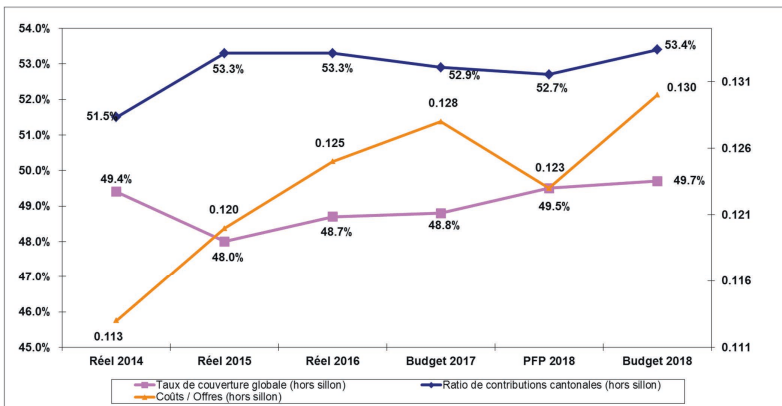
Page 10

EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES 2014 - 2018



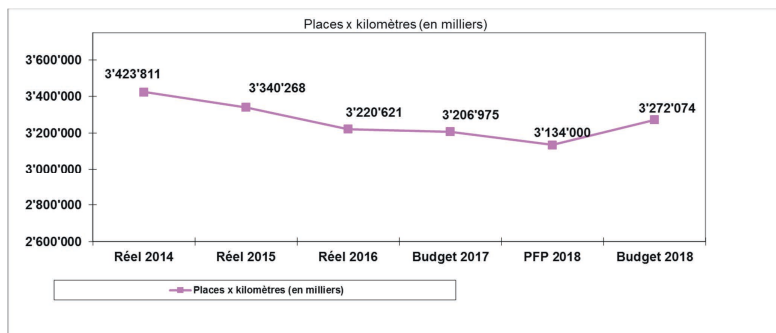
Hors subventions pour droit du sillon/coût du sillon. Données consolidées. 2014 retraité.

INDICATEURS FINANCIERS DU CONTRAT DE PRESTATIONS



Données consolidées.

EVOLUTION DES PLACES X KM 2014 -2018



Places kilomètres totales, y compris France

SUIVI DES INVESTISSEMENTS

En CHF

| Catégories IPSAS | PFP 2015-2018 (yc TOSA) | Budget 2015-2018 | Ecart à fin 2018 |
|---|----------------------------|--------------------|-------------------|
| Bâtiments | 26'585'000 | 26'096'077 | -488'923 |
| Installations Fixes | 6750'000 | 6'836'380 | 86'380 |
| Terrains, Bâtiments & Installations Fixes | 33'335'000 | 32'932'457 | -402'543 |
| Bureautique & Mobilier | 230'000 | 482'027 | 252'027 |
| Instal. & Matériel Informatique & Télécommunications | 12'977'000 | 15'590'228 | 2'613'228 |
| Outilsages, Machines & Installations Autres | 5'222'000 | 3'560'126 | -1'661'874 |
| Equipements, Machines & Autres Immobilisations | 18'429'000 | 19'632'381 | 1'203'381 |
| Autobus | 14'465'000 | 15'825'812 | 1'360'812 |
| Tramways | 0 | 510'000 | 510'000 |
| Trolleybus | 13'000'000 | 12'856'125 | -143'875 |
| Equipements Embarqués | 28'500'000 | 30'090'693 | 1'590'693 |
| Véhicules de Service | 4'735'000 | 3'719'443 | -1'015'557 |
| Véhicules & leurs équipements | 60'700'000 | 63'002'073 | 2'302'073 |
| Systèmes d'Informations & Télécommunications | 19'744'000 | 16'373'449 | -3'370'551 |
| Immobilisations Incorporables | 19'744'000 | 16'373'449 | -3'370'551 |
| TOTAL investissements PFP | 132'208'000 | 131'940'360 | -267'640 |

Détail de la consolidation Budget 2018

| En kCHF | Budget brut 2018 des entités(*) | | Impact des inter-compagnies | | Budget 2018 |
|--|---------------------------------|-----------------|-----------------------------|---------------|----------------|
| | TPG (Suisse) | TP Publicité SA | Débit | Crédit | TPG Consolidé |
| REVENUS DE TRANSPORTS | 152492 | 0 | 0 | 0 | 152492 |
| CONTRIBUTIONS DE L'ETAT DE GENEVE | 240272 | 0 | 0 | 0 | 240272 |
| CONTRIBUTIONS DE LA CONFEDERATION | 10'440 | 0 | 0 | 0 | 10'440 |
| CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET TIERS | 11'815 | 0 | 0 | 0 | 11'815 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS | 14'371 | 12'700 | 5'800 | 0 | 21'271 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 429'389 | 12'700 | 5'800 | 0 | 436'289 |
| FRAIS DE PERSONNEL | 244'157 | 1'998 | 0 | 0 | 246'155 |
| FRAIS DE VEHICULES | 31'544 | 25 | 0 | 0 | 31'570 |
| FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES | 20'709 | 93 | 0 | 40 | 20'762 |
| SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT | 50'791 | 0 | 0 | 0 | 50'791 |
| CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES | 22'795 | 10'198 | 0 | 5'760 | 27'232 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 45'018 | 130 | 0 | 0 | 45'149 |
| PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS | 2'627 | 50 | 0 | 0 | 2'677 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 417'641 | 12'494 | 0 | 5'800 | 424'335 |
| RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION | 11'748 | 206 | 5'800 | -5'800 | 11'954 |
| RESULTAT FINANCIER | -12'865 | 2 | 0 | 0 | -12'863 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -1'117 | 208 | 5'800 | -5'800 | -909 |

BUDGET 2018

COMPTE DE RESULTAT - TPG consolidé

| En kchf | Réal 31.12.2016 | Budget 2017 | PFP 2018 | Budget 2018 | Variations | | |
|---|--------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | | | | | Budget 2018 vs Réal 2016 | Budget 2018 vs Budget 2017 | Budget 2018 vs PFP 2018 |
| Revenus de transports | 145'300 | 147'050 | 150'246 | 152'492 | 4.9% | 3.7% | 1.5% |
| <i>dont revenus de transports UNIRESO</i> | 128'298 | 129'704 | 132'976 | 134'096 | 4.5% | 3.4% | 0.8% |
| Contributions de l'Etat de Genève | 223'754 | 227'119 | 228'133 | 240'272 | 7.4% | 5.8% | 6.3% |
| <i>dont droit de sillon</i> | 13'759 | 13'759 | 13'759 | 13'759 | 0.0% | 0.0% | 0.0% |
| Contributions de la Confédération | 10'708 | 10'714 | 10'200 | 10'440 | -2.5% | -2.6% | 2.4% |
| Contributions des communes et des tiers | 8'372 | 9'828 | 12'477 | 11'815 | 41.1% | 20.2% | -5.3% |
| Produits d'exploitation divers | 17'394 | 20'601 | 16'404 | 21'271 | 22.3% | 3.3% | 29.7% |
| Total Produits d'Exploitation | 405'527 | 415'312 | 415'459 | 436'289 | 7.6% | 5.1% | 5.0% |
| Frais de personnel | 232'138 | 236'839 | 229'589 | 246'155 | 6.0% | 3.9% | 7.2% |
| Frais de véhicules | 32'382 | 33'157 | 31'388 | 31'570 | -2.5% | -4.8% | 0.6% |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 20'216 | 20'202 | 20'636 | 20'762 | 2.7% | 2.8% | 0.6% |
| <i>dont droit de sillon</i> | 13'773 | 13'773 | 13'759 | 13'860 | 0.6% | 0.6% | 0.7% |
| Sous-traitance de transport | 44'551 | 43'303 | 41'375 | 50'791 | 14.0% | 17.3% | 22.8% |
| Charges d'exploitation diverses | 25'721 | 26'230 | 26'811 | 27'232 | 5.9% | 3.8% | 1.6% |
| Dotations aux amortissements | 42'658 | 45'658 | 47'415 | 45'149 | 5.8% | -1.1% | -4.8% |
| Pertes sur constats et débiteurs | 3'046 | 2'970 | 3'260 | 2'677 | -12.1% | -9.9% | -17.9% |
| Total Charges d'Exploitation | 400'712 | 408'360 | 400'475 | 424'335 | 5.9% | 3.9% | 6.0% |
| Résultat d'Exploitation | 4'815 | 6'953 | 14'985 | 11'954 | 148.3% | 71.9% | -20.2% |
| Produits financiers | 1'880 | 1'007 | 632 | 946 | -49.7% | -6.1% | 49.7% |
| Charges financières | 14'594 | 15'140 | 15'870 | 13'809 | -5.4% | -8.6% | -13.0% |
| Résultat financier | -12'714 | -14'133 | -15'238 | -12'863 | 1.2% | -9.0% | -15.8% |
| <i>Quote part des sociétés associées</i> | 282 | | | | | | |
| Résultat de l'Exercice | -7'617 | -7'181 | -253 | -909 | -88.1% | -87.3% | 259.1% |

Budget 2018

Page 17

Détail des revenus du transport

| En kchf | Réal 31.12.2016 | Budget 2017 | PFP 2018 | Budget 2018 | Variations | | |
|--|--------------------|----------------|----------------|----------------|-----------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | | | | | Budget 2018 vs Réal 2016 | Budget 2018 vs Budget 2017 | Budget 2018 vs PFP 2018 |
| Billets | 44'817 | 46'248 | 45'424 | 46'088 | 7.3% | 4.0% | 5.9% |
| <i>dont cartes journalières</i> | 8'137 | 8'297 | 10'268 | 8'428 | 3.6% | 1.6% | -17.9% |
| Abonnements annuels | 43'641 | 44'273 | 45'807 | 47'927 | 9.8% | 8.3% | 4.6% |
| Abonnements mensuels | 30'571 | 30'500 | 31'486 | 29'251 | -4.3% | -4.1% | -7.1% |
| Abonnements hebdomadaires | 291 | 294 | 327 | 377 | 29.5% | 28.2% | 15.2% |
| Autres titres de transports | 13'378 | 12'763 | 13'381 | 12'961 | -3.1% | 1.6% | -3.1% |
| Rabais et Bonus | -4'400 | -4'375 | -3'449 | -4'509 | 2.5% | 3.1% | 30.7% |
| Total revenus de Transports Unireso | 128'298 | 129'704 | 132'976 | 134'096 | 4.5% | 3.4% | 0.8% |
| Revenus de Transports TPG | 11'014 | 10'756 | 10'255 | 11'696 | 6.2% | 8.7% | 14.0% |
| Autres produits du transport (CTT, ...) | 5'988 | 6'590 | 7'015 | 6'700 | 11.9% | 1.7% | -4.5% |
| Total Revenus de Transports | 145'300 | 147'050 | 150'246 | 152'492 | 4.9% | 3.7% | 1.5% |

Revenus Comptabilisés - HT

Version CA du 18/12/17

Détail des charges d'exploitation

| En kchf | Réel 31.12.2016 | Budget 2017 | PFP 2018 | Budget 2018 | Variations | | |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| | | | | | Budget 2018 vs Réel 2016 | Budget 2018 vs Budget 2017 | Budget 2018 vs PFP 2018 |
| Frais de Personnel | 232'138 | 236'839 | 229'589 | 246'155 | 6.0% | 3.9% | 7.2% |
| Frais de Véhicules | 32'382 | 33'157 | 31'388 | 31'570 | -2.5% | -4.8% | 0.6% |
| Frais de Bâtiments & Installations Fixes (dont droit du sillon) | 20'216 13'773 | 20'202 13'773 | 20'636 13'759 | 20'762 13'860 | 2.7% 0.6% | 2.8% 0.6% | 0.6% 0.7% |
| Sous-Traitance de Transport | 44'551 | 43'303 | 41'375 | 50'791 | 14.0% | 17.3% | 22.8% |
| Sous-traitance de transport | 32'627 | 32'045 | 27'927 | 36'117 | 10.7% | 12.7% | 29.3% |
| Sous-traitance GLCT | 11'925 | 11'258 | 13'448 | 14'674 | 23.1% | 30.3% | 9.1% |
| Charges d'Exploitation Diverses | 25'721 | 26'230 | 26'811 | 27'232 | 5.9% | 3.8% | 1.6% |
| Assurances & Franchises | 2'417 | 2'333 | 2'316 | 2'184 | -9.6% | -6.4% | -5.7% |
| Etudes & Mandats | 1'803 | 1'920 | 1'915 | 1'759 | -2.4% | -8.4% | -8.1% |
| Commissions et Frais de Ventes | 4'283 | 7'010 | 4'912 | 7'151 | 67.0% | 2.0% | 45.6% |
| Communication & Marketing | 2'980 | 2'583 | 3'218 | 3'240 | 8.7% | 25.5% | 0.7% |
| Entretien, maintenance, locations | 5'199 | 5'718 | 6'142 | 5'483 | 5.5% | -4.1% | -10.7% |
| Frais Administratifs | 3'079 | 3'132 | 3'549 | 3'236 | 5.1% | 3.3% | -8.8% |
| Cotisations impôts et taxes | 3'308 | 517 | 350 | 369 | -88.8% | -28.6% | 5.5% |
| Autres Charges | 2'653 | 3'017 | 4'409 | 3'809 | 43.8% | 26.3% | -13.6% |
| Dotations aux amortissements | 42'658 | 45'658 | 47'415 | 45'149 | 5.8% | -1.1% | -4.8% |
| Pertes sur constats et débiteurs | 3'046 | 2'970 | 3'260 | 2'677 | -12.1% | -9.9% | -17.9% |
| Total charges d'exploitation | 400'712 | 408'360 | 400'475 | 424'335 | 5.9% | 3.9% | 6.0% |

Budget 2018

Page 19

SOUS-TRAITANCE Article 1 al 5 LTPG - Budget 2018

TPG statutaire hors GLCT

| En CHF | Budget 2018 | |
|--|--------------------------------------|---|
| | Art. 1 Sous-traitance max. 10% | Art. 1 Sous-traitance hors lignes transfrontalières et provisoires max. 4% |
| 1.2.4. SOUS-TRAITANCE D'EXPLOITATION | 36'117'097 | 10'751'808 |
| Total Charges TPG | 416'771'329 | 416'771'329 |
| Seuil du contrat de prestations en % | 10% | 4% |
| Seuil du contrat de prestations | 41'677'133 | 16'670'853 |
| Total annuel de la sous-traitance engagée | 39'656'011 | 14'290'722 |
| Lignes sous-traitées (hors provisoires et transfrontalières) | 10'751'808 | 10'751'808 |
| Lignes provisoires sous-traitées | 22'344'153 | |
| Lignes transfrontalières sous-traitées | 3'021'137 | |
| Travaux de réparation et de nettoyage | 3'538'914 | 3'538'914 |
| % de sous traitance / total des charges TPG | 9.5% | 3.4% |
| Solde de sous-traitance à disposition | 2'021'121 | 2'380'131 |

Budget 2018

Page 20

Récapitulatif des investissements

En CHF

| Catégories IPSAS | PPF 2015-2018 (y.c. TOSA) | Budget 2015-2018 | Ecart à fin 2018 |
|---|------------------------------|--------------------|-------------------|
| Bâtiments | 26'585'000 | 26'096'077 | -488'923 |
| Installations Fixes | 67'500'000 | 6'836'380 | 86'380 |
| Terrains, Bâtiments & Installations Fixes | 33'335'000 | 32'932'457 | -402'543 |
| Bureautique & Mobilier | 230'000 | 482'027 | 252'027 |
| Instal. & Matériel Informatique & Télécommunications | 12'977'000 | 15'590'228 | 2'613'228 |
| Outillages, Machines & Installations Autres | 5'222'000 | 3'560'126 | -1'661'874 |
| Equipements, Machines & Autres Immobilisations | 18'429'000 | 19'632'381 | 1'203'381 |
| Autobus | 14'465'000 | 15'825'812 | 1'360'812 |
| Tramways | 0 | 510'000 | 510'000 |
| Trolleybus | 13'000'000 | 12'856'125 | -143'875 |
| Equipements Embarqués | 28'500'000 | 30'090'693 | 1'590'693 |
| Véhicules de Service | 4'735'000 | 3'719'443 | -1'015'557 |
| Véhicules & leurs équipements | 60'700'000 | 63'002'073 | 2'302'073 |
| Systèmes d'Informations & Télécommunications | 19'744'000 | 16'373'449 | -3'370'551 |
| Immobilisations incorporelles | 19'744'000 | 16'373'449 | -3'370'551 |
| TOTAL investissements PPF | 132'208'000 | 131'940'360 | -267'640 |

Budget 2018

Page 21

Indicateurs financiers du Contrat de Prestations

| | Consolidé | | | |
|-----------------------------------|-----------------|-------------|-------------------|-------------|
| | Réel 31.12.2016 | Budget 2017 | Objectif PPF 2018 | Budget 2018 |
| Ratio de Contributions Cantonales | 53.3% | 52.9% | 52.7% | 53.4% |
| Taux de Couverture Globale | 48.7% | 48.8% | 49.5% | 49.7% |
| Coûts / Offre | 0.125 | 0.128 | 0.123 | 0.130 |

Version CA du 18/12/17

Budget 2018

Page 22

COMPTE DE RESULTAT - Consolidation par entités

| En kCHF | Budget brut 2018 des entités(*) | | Impact des inter-compagnies | | Budget 2018 |
|--|---------------------------------|-----------------|-----------------------------|---------------|----------------|
| | TPG (Suisse) | TP Publicité SA | Débit | Crédit | TPG Consolidé |
| REVENUS DE TRANSPORTS | 152'492 | 0 | 0 | 0 | 152'492 |
| CONTRIBUTIONS DE L'ETAT DE GENEVE | 240'272 | 0 | 0 | 0 | 240'272 |
| CONTRIBUTIONS DE LA CONFEDERATION | 10'440 | 0 | 0 | 0 | 10'440 |
| CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET TIERS | 11'815 | 0 | 0 | 0 | 11'815 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS | 14'371 | 12'700 | 5'800 | 0 | 21'271 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 429'389 | 12'700 | 5'800 | 0 | 436'289 |
| FRAIS DE PERSONNEL | 244'157 | 1'998 | 0 | 0 | 246'155 |
| FRAIS DE VEHICULES | 31'544 | 25 | 0 | 0 | 31'570 |
| FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES | 207'09 | 93 | 0 | 40 | 207'62 |
| SOUS-TRAITANCE DE TRANSPORT | 507'91 | 0 | 0 | 0 | 507'91 |
| CHARGES D'EXPLOITATION DIVERSES | 22'795 | 10'198 | 0 | 5'760 | 27'232 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 45'018 | 130 | 0 | 0 | 45'149 |
| PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS | 2'627 | 50 | 0 | 0 | 2'677 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 417'641 | 12'494 | 0 | 5'800 | 424'335 |
| RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION | 11'748 | 206 | 5'800 | -5'800 | 11'954 |
| RESULTAT FINANCIER | -12'865 | 2 | 0 | 0 | -12'863 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -1'117 | 208 | 5'800 | -5'800 | -909 |

(*) Les budgets bruts sont ceux établis et approuvés par chaque entité.
Ils sont établis selon les normes du REEF avant d'être consolidés.

Budget 2018

Page 23

COMMENTAIRES DU BUDGET 2018

INTRODUCTION

Pour la dernière année du Contrat de Prestations 2015-2018, le budget présente un déficit de -0.9 MCHF, proche du Plan Financier Pluriannuel qui prévoyait un déficit de -0.3 MCHF pour 2018. Globalement, les produits d'exploitation sont supérieurs au PFP (+5.0%), en particulier grâce aux contributions cantonales et aux produits divers. Cependant, les charges d'exploitation sont également plus élevées que prévu (+6.0%), en particulier au niveau des frais de personnel et de sous-traitance. Par rapport au budget 2017 (-7.2 MCHF), le résultat net s'améliore, les produits progressant plus rapidement que les charges.

En ce qui concerne les indicateurs financiers du Contrat de Prestations, deux d'entre eux atteignent les objectifs. Le troisième, le ratio coûts/offre, n'atteint que partiellement la cible et pourrait donner lieu à des pénalités.

Le droit du sillon a été modifié selon l'avenant au Contrat de Prestations voté par le Grand Conseil le 17 décembre 2015 (L 11693) prévoyant une monétarisation du droit de sillon et d'usage pour un montant de 13.8 MCHF. Cet élément, dont l'effet sur le résultat est nul, est retraité dans les états financiers présentés.

A noter que ni le budget ni le PFP ne comportent une augmentation salariale pour compensation du renchérissement qui sera à ajouter ultérieurement selon les clauses du PFP.

Ce budget 2018 est consolidé, c'est-à-dire qu'il intègre la filiale TP Pub SA. L'impact des autres sociétés du groupe sur le résultat net est considéré comme non significatif dans le cadre budgétaire.

I. COMMENTAIRES BUDGET 2018 vs PFP 2018 CP

Le Budget 2018 consolidé affiche un résultat négatif de -0.9 MCHF alors que le résultat du PFP 2018 était de -0.3 MCHF.

Dans le détail :

A. Produits d'exploitation : +5.0% soit +20.8 MCHF.

Les produits d'exploitation sont composés des éléments suivants :

- Les revenus du transport +1.5% soit +2.2 MCHF. Globalement, les recettes sont meilleures que l'estimation initiale. En effet, les revenus Unireso sont supérieurs au PFP (+1.1 MCHF ; +0.8%) particulièrement en ce qui concerne les abonnements annuels et les billets alors que les abonnements mensuels n'atteignent pas le niveau prévu. A signaler que le budget 2018 est pénalisé par le changement de clé de répartition Unireso (93.45% dans le PFP, 92.23% dans le budget) qui induit une perte de chiffre d'affaires de -1.8 MCHF pour les TPG. A noter également que les rabais, notamment SPC, sont supérieurs à ce qui était initialement prévu dans le PFP (+1.3 MCHF).

Les revenus propres TPG sont supérieurs aux attentes (+1.4 MCHF ; +14.0%). Ce sont les titres combinés, les titres régionaux et les transports réservés qui permettent cette bonne performance.

Les revenus du contrôle des titres de transport sont inférieurs au niveau prévu dans le PFP (-0.3 MCHF ; -4.5%) mais leur niveau reste ambitieux car supérieur de 0.7 MCHF au réel 2016.

- Les contributions de l'Etat de Genève : les subventions prévues pour 2018 dans le PFP étaient de 226.1 MCHF. Dans le budget 2018, la projection est de 240.3 MCHF. L'écart provient de plusieurs éléments intégrés dans le budget : les subventions supplémentaires accordées par le Grand Conseil fin 2016 (L11919 +4 MCHF et L11968 +1 MCHF) pour financer de l'offre, l'intégration de la loi 12126 de septembre 2017 prévoyant une compensation (+9.0 MCHF) permettant le retour à l'offre 2014 exprimée en places kilomètres, la réduction de la subvention concernant les recherches de mesures d'économie (-3.7 MCHF, courrier du DETA du 2 septembre 2016), des indemnités supplémentaires pour non augmentation tarifaire en attente de confirmation (+4.3 MCHF) et le changement de la clé Unireso servant à la répartition des indemnités tarifaires entre les opérateurs (92.23% vs 93.45%). Les contributions tactés initialement prévues dans le PFP (20.6 MCHF) sont remplacées par un droit du sillon monétaire de 13.8 MCHF, selon l'avenant au Contrat de Prestations faisant suite à la monétarisation du droit de sillon et d'usage (L 11693 du 17 décembre 2015). Ce changement est intégré dans les états financiers présentés ce qui permet une

meilleure comparabilité des exercices. Une charge correspondante est comptabilisée dans les « frais d'installations fixes » ; le résultat net est donc peu affecté par ce changement. L'effet est également neutralisé dans le calcul des indicateurs financiers du contrat de prestations (ratio de contributions cantonales, ratio coûts/offre, taux de couverture).

- Les contributions de la Confédération sont légèrement plus élevées qu'au PFP (+0.2 MCHF ; +2.4%). Le budget de la contribution fédérale aux lignes régionales a été ajusté sur la base de la convention TRV actuelle (+0.3 MCHF). La rétrocession des droits sur les carburants est basée sur la provision 2016 et a été légèrement revue à la baisse (-0.1 MCHF).
- Les contributions des communes et des tiers sont au-dessous du PFP (-0.7 MCHF ; -5.3%). Les contributions des communes sont supérieures (+0.9 MCHF ; +45.7%) avec notamment les participations pour les lignes U (0.5 MCHF, communes de Versoix, Chavannes et Collex-Bossy) et B (0.5 MCHF, Chens-sur-Léman, Anières, Collonge-Bellerive, Corsier, Hermance, Jussy et Meinier) qui n'étaient pas intégrées initialement. Au niveau des subventions GLCT pour les lignes transfrontalières, le montant budgété est inférieur au plan financier (-1.5 MCHF ; -14.6%). Ces subventions libellées en euros subissent un impact de change négatif suite à la forte appréciation du franc suisse (impact de -1.2 MCHF). Le PFP était construit avec une hypothèse de taux de change de 1.24 CHF pour 1 EUR, le budget est basé sur un taux de 1.10 CHF pour 1 EUR. De plus, l'exploitation de ces lignes a été remise en appel d'offre par le GLCT en 2016 pour une durée de sept ans; le budget 2018 prend en compte l'adjudication en faveur des TPG de l'ensemble des lots.
- Les produits d'exploitation divers sont sensiblement plus élevés que le PFP de +4.9 MCHF ou +29.7%, notamment grâce à des revenus de publicité plus importants qu'initialement prévu (+3.0 MCHF ; +29.9%). Cette activité se développe sur le canton de Vaud avec l'ouverture d'un bureau à Lausanne. Le montant de main d'œuvre activable sur les projets d'investissements, principalement En-Chardon, est également supérieur au PFP (+0.4 MCHF ; +27.1%). Les renforts ponctuels sur ces projets devraient être plus nombreux.

B. Charges d'Exploitation : +6.0 % soit +23.9 MCHF.

- Les frais de personnel présentent l'écart le plus significatif : +7.2% ; +16.6 MCHF. L'offre de transport plus importante que prévu, la dégradation de la vitesse commerciale, le respect du protocole d'accord avec les

Page 27

syndicats, le taux d'absentéisme et l'ouverture d'un bureau à Lausanne pour TP Pub entraînent un effectif plus élevé (1932.6 ETP moyens, soit +190 ETP par rapport au PFP), principalement à la conduite (+127 ETP).

- Les frais de véhicules sont plus élevés de +0.6% ou +0.2 MCHF. Cette apparente stabilité tient compte d'économies réalisées dans le carburant (hypothèse de prix du gazoil de 1.30 CHF/l dans le budget contre 1.70/l CHF dans le PFP) mais aussi d'une offre plus élevée et de coûts réels supérieurs de maintenance préventive et corrective constatés en 2016 alors que le PFP prévoyait une baisse liée aux contraintes économiques.
- Les frais de bâtiments et installations fixes restent proches des attentes initiales (+0.1 MCHF ; +0.6%). Pour rappel, le droit d'utilisation des infrastructures prévu dans le PFP initial (20.6 MCHF) a été remplacé par un droit de sillonn monétaire de 13.8 MCHF, selon l'avenant au Contrat de Prestations faisant suite à la monétarisation du droit de sillonn et d'usage (L 11693 du 17 décembre 2015). Comme expliqué plus haut, ce changement modifie peu le résultat net et il est neutralisé dans le calcul des ICP. Dans la présentation des comptes de fonctionnement, le PFP a été retraité afin de faciliter les comparaisons.
- Les charges de sous-traitance sont très supérieures au CP : +22.8% soit +9.4 MCHF. Ces charges comprennent des éléments non inclus dans le PFP (+8.2 MCHF ; +29.3%) comme l'augmentation de l'offre sur la ligne 53 et la ligne W, la sous-traitance des lignes U, P, L, 49 et 63 ainsi que les services réservés. Le PFP prévoyait en outre une baisse sensible de l'offre sous-traitée en lien avec les efforts économiques demandés. Au niveau des lignes du GLCT, le budget est également supérieur au PFP (+1.2 MCHF ; +9.1%) malgré l'effet de change positif sur ces contrats fixés en euros (-1.5 MCHF). Comme pour les subventions du GLCT, le budget 2018 de sous-traitance prend en compte l'adjudication en faveur des TPG des lots 2 et 3 mis en appel d'offre en 2016 (lignes D, M et N). A signaler l'augmentation significative de l'offre sur la ligne D en lien avec l'arrêt de la ligne 4. Le lot 1 est aussi pris en compte (lignes F, Y, O et T) à offre pratiquement constante. Au global, le taux de sous-traitance reste en dessous des seuils légaux fixés par la LTPG (budget 9.5% vs limite légale de 10% et 3.4% hors lignes provisoires et transfrontalières vs limite légale de 4%).
- Les charges d'exploitation diverses sont plus élevées de +1.6% ou +0.4 MCHF ; cette augmentation est notamment due à la rubrique « commissions et frais de vente » (+2.2 MCHF ; +45.6%) qui s'explique par le développement du chiffre d'affaires de TP Pub en particulier dans le canton de Vaud. La plupart des autres rubriques de ces charges de structure sont relativement stables ou en économies. Les pénalités Stadler pour retard de livraison ont été entièrement provisionnées fin 2014 et n'apparaissent donc pas dans le budget 2018.
- Les amortissements sont inférieurs au PFP (-2.3 MCHF ; -4.8%) en raison de l'allongement des durées d'utilisation pour les tramways série 03 et 04 (+7 ans) et les autobus série 501 (+2 ans). Sur la durée du PFP, les investissements devraient rester proches de l'enveloppe initialement prévue (-0.3 MCHF ; -0.2%).

Page 28

- Les pertes sur constats sont moins élevées (-0.6 MCHF ; -17.9%), en relation avec les revenus du contrôle des titres de transport (-4.5%) et un meilleur taux de non recouvrement des constats (43% dans le PFP, 38% dans le budget).

C. **Résultat Financier** : +15.6% soit +2.4 MCHF.

Le budget est sensiblement meilleur que le PFP. Ce sont principalement les intérêts sur emprunts (-2.1 MCHF ; -15.4%) qui génèrent ce résultat favorable grâce aux taux d'intérêts actuellement très bas. A signaler également le gain réalisé sur les cart@bonus périmées qui n'était pas intégré dans le PFP (0.2 MCHF) et le taux d'intérêt sur le capital de dotation qui est de 2% dans le budget 2018 contre 2.5% dans le PFP (-0.2 MCHF).

II. COMMENTAIRES BUDGET 2018 vs BUDGET 2017

Le Budget 2018 affiche un résultat négatif de -0.9 MCHF alors que le Budget 2017 était à -7.2 MCHF.

Dans le détail:

A. **Produits d'Exploitation** : +5.1% soit +21.0 MCHF.

Les produits d'exploitation se répartissent comme suit :

- Les revenus du transport +3.7% soit +5.4 MCHF. Cette évolution est positive sur les revenus de transport Unireso (+4.4 MCHF ; +3.4%) malgré l'évolution défavorable de la clé de répartition : 92.23% dans le budget 2018 contre 92.36% dans le budget 2017 (impact -0.2 MCHF). Le budget 2018 prend en compte le report des abonnements mensuels vers les billets observé suite à la nouvelle grille tarifaire et un effort particulier sur les abonnements annuels. A noter que les recettes Unireso demeurent inférieures à leur niveau de 2014, avant la baisse tarifaire : -2.2 MCHF. Les revenus de transport TPG sont nettement supérieurs au budget 2017 (+0.9 MCHF ; +8.7%), en particulier au niveau des titres régionaux (+0.7 MCHF). Enfin, les revenus du contrôle des titres de transport sont également en croissance (+0.1 MCHF ; +1.7%).
- Les contributions de l'Etat de Genève : pour rappel les subventions prévues dans le budget 2017 étaient de 227.1 MCHF. Dans le budget 2018, la projection est de 240.3 MCHF, soit +13.2 MCHF ou +5.8%. Cette augmentation provient de différents facteurs : le Contrat de Prestations prévoyait une baisse des subventions de -3.0 MCHF, le courrier du DETA du 2 septembre 2016 portant sur les recherches d'économies (réduction de la subvention cantonale) annonce une « coupe » de -2.0 MCHF supplémentaires pour 2018 par rapport à 2017, le Grand Conseil a accordé des subventions supplémentaires fin 2016 (L11919 +4 MCHF et L11968 +1 MCHF) et en septembre 2017 (L12128 +9.0 MCHF) pour financer l'augmentation de l'offre et des indemnités tarifaires complémentaires pour non augmentation tarifaire (+4.3 MCHF) ont été intégrées. Le changement de la clé Unireso servant à la répartition des indemnités tarifaires (92.23% vs 92.36%) est également appliqué. Les contributions pour le droit du sillon sont inchangées (13.8 MCHF) conformément à l'avenant au Contrat de Prestations 2015-2018 faisant suite à la monétarisation du droit de sillon et d'usage (L11693 du 17 décembre 2015).
- Les contributions de la Confédération sont légèrement inférieures au budget 2017, soit -0.3 MCHF ; -2.6%. Les contributions fédérales aux lignes régionales sont de 5.8 MCHF pour 2018 (idem budget 2017). C'est donc la rétrocession des droits sur les carburants qui diminue (4.6 MCHF vs 4.9 MCHF dans le budget 2017) en raison de la baisse du kilométrage sur les véhicules diesel concernés (arrêt de la ligne 4 et électrification de la ligne 23).

- Les contributions des communes et des tiers progressent nettement (+2.0 MCHF ; +20.2%). Les subventions du GLCT pour les lignes transfrontalières (9.0 MCHF) augmentent de +2.0 MCHF ou +27.6%. L'exploitation de ces lignes a été remise en appel d'offre en 2016 par le GLCT pour sept années. Le budget 2018 prend en compte l'adjudication de l'ensemble des lots aux TPG alors que le budget 2017 ne prévoyait pas l'exploitation des lignes M et N ni la hausse de l'offre sur la ligne D. En ce qui concerne les contributions des communes, celles-ci restent constantes à 2.8 MCHF.
- Les produits d'exploitation divers sont en légère hausse (+0.7 MCHF ; +3.3%). Le budget pour les produits de publicité est de 13.0 MCHF.

B. Charges d'Exploitation : +3.9% soit +16.0 MCHF.

- Les frais de personnel évoluent à la hausse : +3.9% soit +9.3 MCHF.
Cette croissance est liée majoritairement à l'évolution des effectifs : 1'932.6 ETP moyens dans le budget 2018 vs 1'872.3 dans le budget 2017. La hausse de 58.9 ETP au niveau TPG (indépendamment des +1.4 de TP Pub) concerne tous les domaines d'activité. Le niveau de personnel de conduite sera porté à 1'162.0 ETP (vs 1'130.5 dans le budget 2017).
- Les frais de véhicules régressent de -1.6 MCHF ou -4.8%. Cette diminution tient compte de l'évolution du prix du gasoil (1.30 CHF/l dans le budget 2018 contre 1.35 CHF/l dans le budget 2017) et de l'énergie électrique de traction (-1.5 cts/KWh). Les frais de maintenance demeurent stables.
- Les frais de bâtiments et installations fixes évoluent à la hausse : +0.6 MCHF ; +2.8%. Cette tendance est attendue au niveau de l'entretien des bâtiments (+0.2 MCHF) et des équipements aux arrêts (+0.2 MCHF). L'augmentation de la TVA non récupérable sur le droit du sillon et d'usage des infrastructures génère également une charge de +0.1 MCHF supplémentaire.
- Les charges de sous-traitance sont en augmentation sensible +7.5 MCHF soit +17.3%. Hors GLCT, la hausse est de +4.1 MCHF et concerne principalement l'augmentation de l'offre sur les lignes 28 (+0.4 MCHF), 53 (+0.9 MCHF) et W (+0.8 MCHF), la mise en sous-traitance des lignes P, L, 49 et 63. Au niveau des lignes transfrontalières dépendantes du GLCT, le budget 2018 est basé sur l'adjudication aux TPG de l'ensemble des lots alors que le budget 2017 était plus prudent (+3.5 MCHF). Au global, le taux de sous-traitance reste en dessous des seuils

Page 31

légaux fixés par la LTPG (budget 9.5% vs limite légale de 10% et 3.4% hors lignes provisoires et transfrontalières vs limite légale de 4%).

- Les charges d'exploitation diverses augmentent de +1.0 MCHF ou +3.8% ; cette augmentation est notamment due aux frais de communication et marketing (+0.7 MCHF) et aux frais de surveillance et sécurité (+0.6 MCHF) avec les prestations de contrôle des titres de transport sur France (+0.4 MCHF) et la surveillance nocturne des tramways (+0.2 MCHF).
- Les amortissements 2018 sont en légère diminution par rapport au budget 2017. -0.5 MCHF soit -1.1%. La mise en service des tramways Stadler (+1.2 MCHF) et des autobus TOSA (+0.5 MCHF) est compensée par la révision de la durée d'utilisation des tramways S03/S04, des trolleys S37/S38 et des autobus S501/57 (impact net de -1.9 MCHF).
- Les pertes sur constats sont un peu moins élevées (-0.3 MCHF ; -9.9%) ; le taux de non recouvrement des constats est en amélioration (38% vs 42%).

C. Résultat Financier : +9.0 % ; +1.3 MCHF.

Le résultat financier du budget 2018 est en amélioration par rapport au budget 2017. Peu d'évolution au niveau des produits (-0.1 MCHF). Concernant les charges, les intérêts sur emprunts affichent une baisse (-1.5 MCHF ; -11.5%) principalement en raison de l'activation de la totalité des intérêts liés à l'emprunt obligataire En-Chardon. En revanche, les frais de garantie sont en hausse (+0.1 MCHF, selon le niveau d'emprunts) ainsi que les frais bancaires (+0.1 MCHF).

Page 32

III. RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS (HORS EN-CHARDON) :

Le budget 2018 reprend les investissements prévus lors de la construction du Contrat de Prestations 2015–2018 et a été mis à jour en fonction des derniers éléments connus. Sur la période 2015-2018, on constate un écart minime de -0.3 MCHF. Le total des investissements devrait donc être globalement conforme aux attentes, voire légèrement inférieur.

Les véhicules TOSA qui ne figuraient pas dans le PFP initial ont fait l'objet d'une loi spécifique ultérieure : L11720 du 4/12/2015. Cet élément est intégré dans le tableau récapitulatif des investissements.

IV. INDICATEURS FINANCIERS DU CONTRAT DE PRESTATIONS :

- Le ratio de contributions cantonales est estimé à 53.4% pour un objectif du contrat de prestations de 52.7%. L'objectif n'est pas atteint mais reste dans la limite de tolérance de 5%.
- Le taux de couverture globale est de 49.7%, pour une cible à 49.5%. La cible est donc atteinte.
- Le ratio coûts / offre se situe à 0,130 CHF, soit au-dessus de la cible de 0,123 CHF. L'objectif est partiellement atteint (80% < R < 94%) et pourrait donner lieu à des pénalités.

Page 33

CONCLUSION :

L'année 2018, dernière année du contrat de prestations 2015-2018, présente un résultat négatif de -0.9 MCHF. Au niveau des produits, ce budget se caractérise par des ventes globalement supérieures au PFP malgré le changement défavorable de la clé de répartition Unireso et des rabais plus élevés. Les contributions de l'Etat de Genève intègrent une « coupe » de -3.7 MCHF annoncée par le DETA dans son courrier du 2 septembre 2016 relatif aux mesures d'économie mais aussi des subventions supplémentaires de +14 MCHF et des indemnités tarifaires complémentaires pour non augmentation des tarifs de +4.3 MCHF en attente de confirmation. Les contributions de la Confédération sont conformes aux attentes. Les contributions du GLCT subissent des variations suite à l'appel d'offre pour les lignes transfrontalières, toutes attribuées aux TPG. Concernant les charges, on constate des dépenses plus élevées principalement dans les frais de personnel et les frais de sous-traitance en lien avec une offre TPG supérieure à celle prévue dans le PFP et le respect du protocole d'accord avec les syndicats. Le résultat net est donc très proche du PFP 2018 qui prévoyait un retour à l'équilibre moyennant de très fortes contraintes sur les dépenses (ex : plan de licenciements). A moyen terme, les charges auront une tendance à l'augmentation avec la mise en service du nouveau dépôt En-Chardon, la mise en place de l'offre liée au Léman Express et les extensions de lignes de tramways.

Page 34



PRESENTATION A LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU 22/05/2018

COMPTES ANNUELS ET RAPPORT DE GESTION 2017

STPG transports publics genevois



SOMMAIRE

- Présentation des comptes annuels 2017
 - Page 3
- Etats financiers au 31.12.2017
 - Page 17
- Commentaires sur comptes annuels
 - Page 37

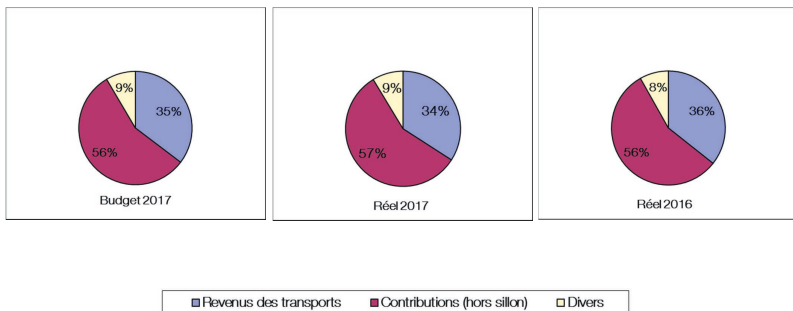
COMPTE DE RESULTAT 2017

| DÉSIGNATION en milliers CHF | BUDGET | REEL | REEL | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------|--------------|-------------------------------|---------------|
| | CONSOLIDE 31.12.2017 | CONSOLIDE 31.12.2017 | CONSOLIDE 31.12.2016 | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| PRODUITS EXPLOITATION | | | | | | | |
| Revenus de transports | 147'050 | 146'085 | 145'300 | -965 | -0.7% | 785 | 0.5% |
| dont revenus de transports UNARESO | 139'704 | 137'441 | 128'258 | -2'262 | -1.6% | -466 | -0.7% |
| Contributions de l'Etat de Genève | 227'119 | 236'413 | 223'754 | 9'293 | 4.1% | 12'659 | 5.7% |
| dont contributions droit de sillon et d'usage | 13'769 | 13'769 | 13'769 | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% |
| Contributions de la Confédération | 107'114 | 110'909 | 107'008 | 95 | 0.9% | 101 | 0.9% |
| Contributions des communes et des Tiers | 9'828 | 11'775 | 8'372 | 1'947 | 19.8% | 3'404 | 40.7% |
| Produits d'exploitation divers | 20'601 | 20'352 | 17'394 | -249 | -1.2% | 2'958 | 17.0% |
| Total des produits d'exploitation | 415'312 | 425'434 | 405'527 | 10'121 | 2.4% | 19'907 | 4.8% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | | |
| Frais de personnel | 236'839 | 243'264 | 232'138 | 6'425 | 2.7% | 11'126 | 4.8% |
| Frais de véhicules | 33'157 | 31'829 | 32'382 | -1'327 | -4.0% | -553 | -1.7% |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 20'202 | 20'357 | 20'216 | 155 | 0.8% | 141 | 0.7% |
| dont droits de sillon et d'usage | 13'773 | 13'880 | 13'773 | 107 | 0.8% | 106 | 0.8% |
| Sous-traitance de transport | 43'303 | 46'587 | 44'551 | 3'284 | 7.6% | 2'036 | 4.6% |
| Charges d'exploitation diverses | 28'230 | 28'327 | 25'721 | 2'097 | 8.0% | 2'636 | 10.1% |
| Dotations aux amortissements | 45'658 | 43'586 | 42'658 | -2'072 | -4.5% | 929 | 2.2% |
| Pertes sur constatés et débiteurs | 2'970 | 1'814 | 3'046 | -1'156 | -39% | -1'232 | -40.5% |
| Total des charges d'exploitation | 408'360 | 415'764 | 400'712 | 7'404 | 1.8% | 15'052 | 3.8% |
| <i>% des produits</i> | 98% | 98% | 99% | | | | |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 6'953 | 9'670 | 4'815 | 2'717 | 39.1% | 4'855 | 100.8% |
| Produits financiers | 1'007 | 2'718 | 1'850 | 1'711 | 169.9% | 838 | 44.6% |
| Charges financières | 15'140 | 13'210 | 14'594 | -1'930 | -12.7% | -1'384 | -9.5% |
| Résultat financier | -14'133 | -10'493 | -12'714 | 3'641 | 25.8% | 2'222 | 17.5% |
| <i>Quote-part dans le résultat des sociétés associées</i> | 0 | 294 | 282 | 294 | | 12 | 4.3% |
| RÉSULTAT NET (+EXCÉDENT) | -7'181 | -529 | -7'617 | 6'652 | 92.6% | 7'088 | 93.1% |
| Résultat des produits | 416'319 | 428'446 | 407'089 | 12'126 | 2.9% | 20'757 | 5.1% |
| Total des charges | 423'500 | 428'974 | 419'326 | 9'474 | 2.3% | 12'668 | 3.3% |

stpg transports publics genevois

Page 3

REPARTITION DES PRODUITS EN %



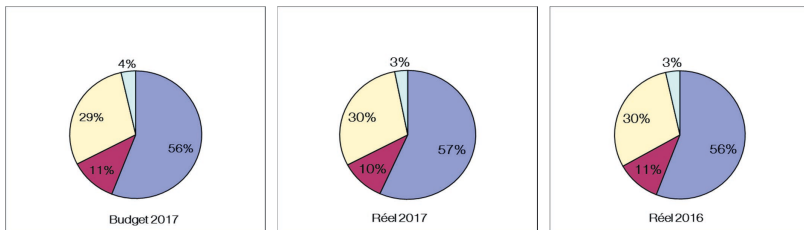
Données consolidées

Divers : y compris droit de sillon

stpg transports publics genevois

Page 4

REPARTITION DES CHARGES EN %



■ Frais de personnel
 ■ Dotations aux amortissements
 ■ Biens et services
 ■ Charges financières

Données consolidées

Biens et services : y compris droit du sillonn

stpg transports publics genevois

Page 5

DETAIL DES PRODUITS

stpg transports publics genevois

Page 6



PRODUITS DU TRANSPORT COMPTABILISES EVOLUTION 2016 – 2017

DETAIL DES REVENUS DU TRANSPORT 31.12.2017

Produits comptabilisés - part TPG

| en milliers CHF | Budget Consolidé 31.12.2017 | Réal Consolidé 31.12.2017 | Réal Consolidé 31.12.2016 | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
|--|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| | | | | Réal vs budget CHF | % | Réal 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| Billets <i>dont cartes journalières</i> | 46'248 8'297 | 46'311 8'069 | 44'817 8'137 | 63 -228 | 0.1% -2.7% | 1'494 -68 | 3.3% -0.8% |
| Abonnements annuels | 44'273 | 45'023 | 43'641 | 750 | 1.7% | 1'382 | 3.2% |
| Abonnements mensuels | 30'500 | 28'377 | 30'571 | -2'123 | -7.0% | -2'194 | -7.2% |
| Abonnements hebdomadaires | 294 | 375 | 291 | 81 | 27.5% | 84 | 28.8% |
| Autres titres de transports | 12'763 | 11'482 | 13'378 | -1'281 | -10.0% | -1'896 | -14.2% |
| Rabais et bonus | -4'375 | -4'127 | -4'400 | 248 | -5.7% | 273 | -6.2% |
| Total revenus de transports UNIRESO | 129'704 | 127'441 | 128'298 | -2'262 | -1.7% | -856 | -0.7% |
| Revenus de transports TPG | 10'756 | 13'051 | 11'014 | 2'294 | 21.3% | 2'036 | 18.5% |
| Autres produits du transports (CTT, ...) | 6'590 | 5'593 | 5'988 | -997 | -15.1% | -395 | -6.6% |
| TOTAL | 147'050 | 146'085 | 145'300 | -965 | -0.7% | 785 | 0.5% |

σtpg transports publics genevois

Page 7



DETAIL DES CHARGES

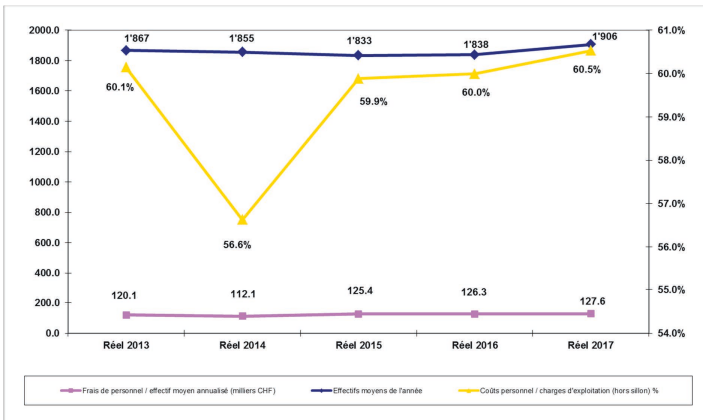
σtpg transports publics genevois

Page 8

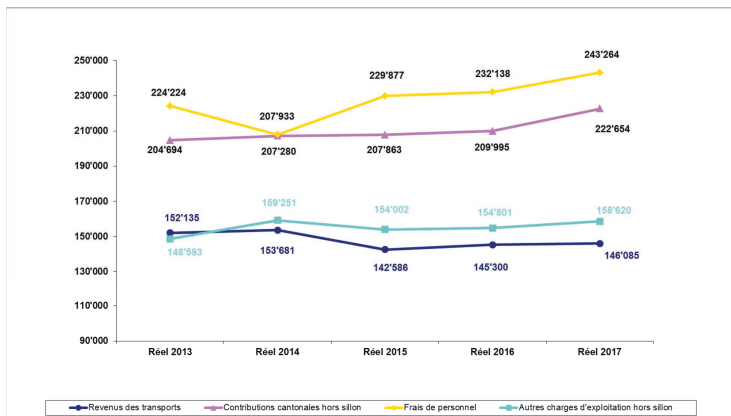
DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

| DÉSIGNATION en milliers CHF | BUDGET CONSOLIDÉ 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2016 | Écarts Réel vs budget | | Écarts Réel 2017 vs réel 2016 | |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
| | | | | CHF | % | CHF | % |
| Frais de personnel | 236'839 | 243'264 | 232'138 | 6'425 | 2.7% | 11'126 | 4.8% |
| Frais de véhicules | 33'157 | 31'829 | 32'382 | -1'327 | -4.0% | -553 | -1.7% |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 20'202 | 20'357 | 20'216 | 155 | 0.8% | 141 | 0.7% |
| <i>dont droits de site et d'usage</i> | 13'773 | 13'880 | 13'773 | 107 | 0.8% | 106 | |
| Sous-traitance de transport | 43'303 | 46'587 | 44'551 | 3'284 | 7.6% | 2'036 | 4.6% |
| <i>Sous-traitance de transport</i> | 32'045 | 32'756 | 32'627 | 712 | 2.2% | 129 | 0.4% |
| <i>Sous-traitance GLCT</i> | 11'258 | 13'831 | 11'925 | 2'572 | 22.8% | 1'906 | 16.0% |
| Charges d'exploitation diverses, dont | 26'230 | 28'327 | 25'721 | 2'097 | 8.0% | 2'606 | 10.1% |
| <i>Assurances et franchises</i> | 2'333 | 2'166 | 2'417 | -167 | -7.2% | -250 | -10.4% |
| <i>Etudes et mandats</i> | 1'920 | 2'154 | 1'800 | 234 | 12.2% | 351 | 19.5% |
| <i>Commissions et frais de vente</i> | 7'010 | 6'400 | 4'283 | -610 | -8.7% | 2'117 | 49.4% |
| <i>Communication et marketing</i> | 2'583 | 3'253 | 2'980 | 671 | 26.0% | 273 | 9.2% |
| <i>Entretien, maintenance, locations</i> | 5'718 | 5'828 | 5'199 | 110 | 1.9% | 628 | 12.1% |
| <i>Frais administratifs</i> | 3'132 | 2'858 | 3'079 | -274 | -8.7% | -220 | -7.2% |
| <i>Cotisations impôts et taxes</i> | 517 | 2'809 | 3'308 | 2'292 | 443.3% | -499 | -15.1% |
| <i>Autres charges</i> | 3'017 | 2'859 | 2'653 | -159 | -5.3% | 206 | 7.8% |
| Dotations aux amortissements | 45'658 | 43'586 | 42'658 | -2'072 | -4.5% | 929 | 2.2% |
| Pertes sur constats et débiteurs | 2'970 | 1'814 | 3'046 | -1'166 | -38.9% | -1'232 | -40.5% |
| TOTAL | 408'360 | 415'764 | 400'712 | 7'404 | 1.8% | 15'052 | 3.8% |

EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL 2013 - 2017

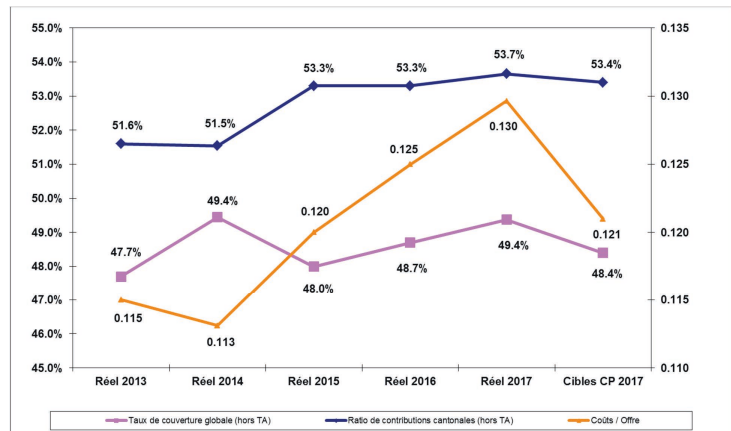


EVOLUTION DES PRODUITS ET DES CHARGES 2013 - 2017



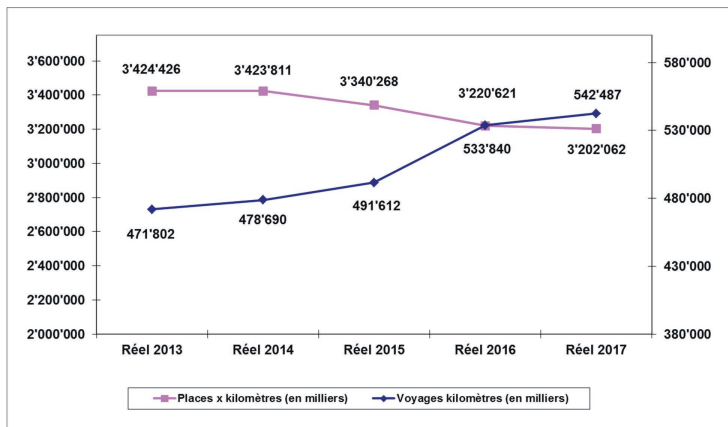
Données consolidées. En milliers CHF.

INDICATEURS FINANCIERS DU CONTRAT DE PRESTATIONS



Données consolidées.

EVOLUTION DES PLACES ET VOYAGES x KM 2013 – 2017



Places kilomètres totales, y compris France.

stpg transports publics genevois

Page 13

SUIVI DES INVESTISSEMENTS

| En CHF | Désignation | Engagé 2015-2017 Consolidé | PPF 2015-2017 (yc TOSA) |
|--------|---|-------------------------------|----------------------------|
| | Bâtiments | 12'404'821 | 18'925'000 |
| | Installations Fixes | 321'799 | 6'050'000 |
| | Terrains, Bâtiments & Installations Fixes | 12'726'620 | 24'975'000 |
| | Bureautique & Mobilier | 71'876 | 150'000 |
| | Instal. & Matériel Info & Télécommunication | 2'235'887 | 10'921'000 |
| | Outils, Machines & Installations Autres | 1'223'501 | 3'365'000 |
| | Equipements, Machines & Autres Immobilisations | 3'531'264 | 14'436'000 |
| | Autobus | 15'061'377 | 13'018'500 |
| | Tramways | 330'096 | 0 |
| | Trolleybus | 7'762'013 | 13'000'000 |
| | Equipements Embarqués | 8'977'524 | 23'600'000 |
| | Véhicules de Service | 1'111'468 | 3'510'000 |
| | Véhicules & leurs équipements | 33'242'478 | 53'128'500 |
| | Systèmes d'Informations & Télécommunications | 9'352'419 | 15'375'000 |
| | Immobilisations Incorporelles | 9'352'419 | 15'375'000 |
| | Investissements PFP (hors En-Chardon) | 58'852'781 | 107'914'500 |

stpg transports publics genevois

Page 14



BILAN ACTIF

| En CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|---|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | |
| LIQUIDITES | 9'031'284 | 10'503'015 |
| DEBITEURS D'EXPLOITATION | 46'703'156 | 44'824'089 |
| STOCKS | 19'499'894 | 18'624'363 |
| AUTRES ACTIFS CIRCULANTS | 12'282'415 | 10'322'690 |
| TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS | 87'516'749 | 84'274'156 |
| TERRAINS, BÂTIMENTS INSTALLATIONS FIXES | 91'529'430 | 94'810'779 |
| VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS | 416'101'800 | 394'427'164 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET | 10'265'680 | 13'282'854 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NET | 8'053'353 | 9'236'090 |
| TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS EN COURS | 196'235'185 | 119'510'516 |
| AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS | 8'617'951 | 37'405'095 |
| PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE | 1'000'916 | 815'914 |
| ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME | 963'004 | 1'249'555 |
| TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES | 732'767'298 | 670'737'966 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 820'284'047 | 755'012'122 |

stpg transports publics genevois

Page 15



BILAN PASSIF

| En CHF | 31.12.2017 | 31.12.2016 |
|--|--------------------|--------------------|
| PASSIF | | |
| CREANCIERS D'EXPLOITATION | 26'931'661 | 27'306'592 |
| PART A COURT TERME DES PROVISIONS | 1'294'786 | 653'110 |
| PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME | 32'578'678 | 56'587'311 |
| AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME | 47'955'981 | 47'480'208 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS A COURT TERME | 108'761'106 | 132'027'220 |
| EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME | 557'990'587 | 503'262'311 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES, NET | 85'328'407 | 53'871'770 |
| PROVISIONS A LONG TERME | 412'188 | 204'125 |
| ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL | 11'100'851 | 9'688'823 |
| AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME | 752'939 | 682'096 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME | 655'584'971 | 567'709'124 |
| SOUS-TOTAL DU PASSIF | 764'346'077 | 699'736'344 |
| CAPITAL DE DOTATION | 44'000'000 | 44'000'000 |
| FONDS DE RESERVES | 12'466'612 | 18'892'817 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -528'643 | -7'617'038 |
| FONDS PROPRES | 11'937'969 | 11'275'778 |
| TOTAL DU PASSIF DU CAPITAL DE DOTATION ET DES FONDS PROPRES | 820'284'047 | 755'012'122 |

stpg transports publics genevois

Page 16

COMPTES ANNUELS TPG

2017

Approuvés par le CA du 12 mars 2018
Approuvés par les réviseurs (Deloitte SA) le 12 mars 2018

Page 17

| COMPTE DE RESULTAT 2017 Régime REDIP | | | | | | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|------------------------|---|
| DESIGNATION en milliers CHF | BUDGET | | REEL | | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
| | CONSOLIDE | CONSOLIDE | CONSOLIDE | CONSOLIDE | Réal vs budget | | Réal 2017 vs réel 2016 | |
| | 31.12.2017 | 31.12.2017 | 31.12.2016 | 31.12.2016 | CHF | % | CHF | % |
| PRODUITS EXPLOITATION | | | | | | | | |
| Revenus de transports | 147'050 | 146'085 | 145'300 | -965 | -0.7% | 785 | 0.5% | |
| dont revenu de transports UNRESO | 129'704 | 127'447 | 128'298 | -2'262 | -1.7% | -856 | -0.7% | |
| Contributions de l'Etat de Genève | 227'119 | 236'413 | 223'754 | 9'293 | 4.1% | 12'659 | 5.7% | |
| dont contributeurs droits de sillon et d'usage | 13'759 | 13'759 | 13'759 | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% | |
| Contributions de la Confédération | 10'714 | 10'809 | 10'708 | 95 | 0.9% | 101 | 0.9% | |
| Contributions des communes et des Tiers | 9'828 | 11'775 | 8'372 | 1'947 | 19.8% | 3'404 | 40.7% | |
| Produits d'exploitation divers | 20'601 | 20'352 | 17'394 | -249 | -1.2% | 2'958 | 17.0% | |
| Total des produits d'exploitation | 415'312 | 425'434 | 405'527 | 10'121 | 2.4% | 19'907 | 4.9% | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | | | |
| Frais de personnel | 236'839 | 243'264 | 232'138 | 6'425 | 2.7% | 11'126 | 4.8% | |
| Frais de véhicules | 33'157 | 31'829 | 32'382 | -1'327 | -4.0% | -653 | -1.7% | |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 20'202 | 20'357 | 20'216 | 155 | 0.8% | 141 | 0.7% | |
| dont droits de sillon et d'usage | 18'779 | 18'883 | 18'779 | 307 | 0.8% | 306 | 0.8% | |
| Sous-traitance de transport | 43'303 | 46'587 | 44'551 | 3'284 | 7.6% | 2'036 | 4.6% | |
| Charges d'exploitation diverses | 26'230 | 28'327 | 25'721 | 2'097 | 8.0% | 2'006 | 10.1% | |
| Dotations aux amortissements | 45'658 | 43'586 | 42'658 | -2'072 | -4.5% | 929 | 2.2% | |
| Pertes sur constatés et débiteurs | 2'970 | 1'814 | 3'046 | -1'156 | -39% | -1'232 | -40.5% | |
| Total des charges d'exploitation | 408'360 | 415'764 | 400'712 | 7'404 | 1.8% | 15'052 | 3.8% | |
| % des produits | 98% | 96% | 99% | | | | | |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | 6'953 | 6'670 | 4'815 | 2'717 | 39.1% | 4'855 | 100.8% | |
| Produits financiers | 1'007 | 2'718 | 1'880 | 1'711 | 169.9% | 838 | 44.6% | |
| Charges financières | 15'140 | 13'210 | 14'594 | -1'930 | -12.7% | -1'384 | -9.5% | |
| Résultat financier | -14'133 | -10'493 | -12'714 | 3'641 | 25.8% | 2'222 | 17.5% | |
| Quote-part dans le résultat des sociétés associées | 0 | 294 | 282 | 294 | | 12 | 4.3% | |
| RÉSULTAT NET (+EXCÉDENT) | -7'181 | -529 | -7'617 | 6'652 | 92.6% | 7'088 | 93.1% | |
| Total des produits | 410'319 | 428'446 | 407'689 | 12'126 | 2.9% | 20'757 | 5.1% | |
| Total des charges | 423'500 | 429'974 | 415'306 | 5'474 | 1.3% | 13'668 | 3.3% | |

Page 18

RÉPARTITION COMPTE DE RÉSULTATS 2017

| DÉSIGNATION | BUDGET CONSOLIDÉ 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDÉ 31.12.2016 |
|--|--------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| Revenus de transport | 35.3% | 34.1% | 35.6% |
| Contributions | 59.5% | 60.5% | 59.6% |
| <i>Dont contributions non-matérielles</i> | 3.3% | 3.2% | 3.4% |
| Produits d'exploitation divers | 4.9% | 4.8% | 4.3% |
| Quote-part dans la résultat des sociétés associées | 0.0% | 0.1% | 0.1% |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 99.8% | 99.4% | 99.5% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | |
| Frais de personnel | 55.9% | 56.7% | 55.9% |
| Frais de véhicules | 7.8% | 7.4% | 7.8% |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 4.8% | 4.7% | 4.9% |
| <i>Dont charges non-matérielles</i> | 3.3% | 3.2% | 3.4% |
| Sous-traitance de transport | 10.2% | 10.9% | 10.7% |
| Charges d'exploitation diverses | 6.2% | 6.6% | 6.2% |
| Dotations aux amortissements et pertes de valeurs | 10.8% | 10.2% | 10.3% |
| Correction de valeurs des actifs financiers | 0.7% | 0.4% | 0.7% |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 96.4% | 96.9% | 96.5% |
| RESULTAT FINANCIER | | | |
| Produits financiers | 0.2% | 0.6% | 0.5% |
| Charges financières | 3.6% | 3.1% | 3.5% |
| TOTAL DES PRODUITS | 100% | 100% | 100% |
| TOTAL DES CHARGES | 100% | 100% | 100% |

Page 19

DETAIL DES REVENUS DU TRANSPORT
31.12.2017

Produits comptabilisés - part TPG

| en milliers CHF | Budget Consolidé 31.12.2017 | Réel Consolidé 31.12.2017 | Réel Consolidé 31.12.2016 | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
|--|--------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------|---------------|-------------------------------|--------------|
| | | | | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| Billets | 46'248 | 46'311 | 44'817 | 63 | 0.1% | 1'494 | 3.3% |
| <i>dont cartes journalières</i> | 8'297 | 8'069 | 8'137 | -228 | -2.7% | -68 | -0.8% |
| Abonnements annuels | 44'273 | 45'023 | 43'641 | 750 | 1.7% | 1'382 | 3.2% |
| Abonnements mensuels | 30'500 | 28'377 | 30'571 | -2'123 | -7.0% | -2'194 | -7.2% |
| Abonnements hebdomadaires | 294 | 375 | 291 | 81 | 27.5% | 84 | 28.8% |
| Autres titres de transports | 12'763 | 11'482 | 13'378 | -1'281 | -10.0% | -1'896 | -14.2% |
| Rabais et bonus | -4'375 | -4'127 | -4'400 | 248 | -5.7% | 273 | -6.2% |
| Total revenus de transports UNIRES | 129'704 | 127'441 | 128'298 | -2'262 | -1.7% | -856 | -0.7% |
| Revenus de transports TPG | 10'756 | 13'051 | 11'014 | 2'294 | 21.3% | 2'036 | 18.5% |
| Autres produits du transports (CTT, | 6'590 | 5'593 | 5'988 | -997 | -15.1% | -395 | -6.6% |
| TOTAL | 147'050 | 146'085 | 145'300 | -965 | -0.7% | 785 | 0.5% |
| <i>Part TPG citée de répartition Unireso</i> | <i>92.30%</i> | <i>92.88%</i> | <i>92.23%</i> | | | | |

Page 20

Indicateurs financiers du contrat de prestations

| Indicateurs Financiers du Contrat de Prestations | Clôture 2017 | Clôture 2016 | Cible CP 2017 |
|--|--------------|--------------|---------------|
| Ratio de Contributions Cantonales | 53.7% | 53.3% | 53.4% |
| Taux de Couverture Globale | 49.4% | 48.7% | 48.4% |
| Coûts / Offre | 0.130 | 0.125 | 0.121 |

Page 21

DÉTAIL DES COMPTES

Page 22

CHARGES ET PRODUITS en CHF

| LIBELLÉ | BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016 | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
|--|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| | | | | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| 1.1 PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | | | | |
| 1.1.1 REVENUS DE TRANSPORTS | 147'050'085 | 146'084'827 | 145'300'223 | -965'258 | -0.7% | 784'604 | 0.5% |
| 1.1.1.1 Revenus de transports UNIRESO, net | 129'703'851 | 127'441'386 | 128'297'804 | -2'262'465 | -1.7% | -856'418 | -0.7% |
| 1.1.1.2 Revenus de transports TPG | 10'756'234 | 13'050'649 | 11'014'259 | 2'294'415 | 21.3% | 2'036'390 | 18.5% |
| 1.1.1.3 Revenus de transports autres | 6'590'000 | 5'592'792 | 5'988'161 | -997'208 | -15.1% | -395'368 | -6.6% |
| 1.1.2 CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE | 227'119'410 | 236'412'703 | 223'753'613 | 9'293'294 | 4.1% | 12'659'091 | 5.7% |
| 1.1.2.1 Enveloppe budgétaire trafic d'agglomération et desserte complémentaire | 167'972'659 | 172'972'659 | 165'170'540 | 5'000'000 | 3.0% | 7'802'120 | 4.7% |
| 1.1.2.3 Compensation trafic régional | 14'185'863 | 14'185'863 | 14'228'402 | 0 | 0.0% | -42'539 | -0.3% |
| 1.1.2.5 Contributions droits de sillonn et d'usage | 13'759'000 | 13'759'000 | 13'759'000 | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% |
| 1.1.2.6 Indemnités dues à l'introduction de la CTI | 30'740'088 | 35'123'661 | 30'226'751 | 4'383'573 | 14.3% | 4'896'910 | 16.2% |
| 1.1.2.7 Participations financières aux frais UNIRESO | 461'800 | 371'520 | 368'920 | -90'280 | -19.5% | 2'600 | 0.7% |
| 1.1.3 CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION | 10'714'226 | 10'808'793 | 10'707'568 | 94'567 | 0.9% | 101'225 | 0.9% |
| 1.1.3.1 Contributions fédérales aux lignes régionales | 5'794'226 | 5'794'226 | 5'811'599 | 0 | 0.0% | -17'373 | -0.3% |
| 1.1.3.2 Rétrocession des droits sur carburants | 4'920'000 | 5'014'567 | 4'895'969 | 94'567 | 1.9% | 118'598 | 2.4% |
| 1.1.4 CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS | 9'828'080 | 11'775'447 | 8'371'729 | 1'947'367 | 19.8% | 3'403'718 | 40.7% |
| 1.1.4.1 Contributions Communes et Tiers | 2'769'591 | 2'798'279 | 2'375'859 | 28'688 | 1.0% | 422'420 | 17.8% |
| 1.1.4.2 Contributions GLCT | 7'058'489 | 8'977'168 | 5'995'870 | 1'918'679 | 27.2% | 2'981'298 | 49.7% |
| 1.1.5 PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS | 20'600'696 | 20'352'112 | 17'393'888 | -248'584 | -1.2% | 2'958'225 | 17.0% |
| 1.1.5.1 Produits de publicité | 13'396'000 | 10'471'031 | 8'985'655 | -2'924'969 | -21.8% | 1'485'376 | 16.5% |
| 1.1.5.2 Travaux facturés à des tiers | 1'622'000 | 2'175'209 | 2'962'042 | 553'209 | 34.1% | -786'834 | -26.6% |
| 1.1.5.3 Autres produits d'exploitation | 3'518'900 | 5'502'389 | 3'862'993 | 1'983'489 | 56.4% | 1'639'396 | 42.4% |
| 1.1.5.4 Production immobilisée | 1'800'000 | 1'940'568 | 1'329'297 | 140'568 | 7.8% | 611'270 | 46.0% |
| 1.1.5.6 Amortissements des participations de Tiers | 263'796 | 262'917 | 253'900 | -879 | -0.3% | 9'017 | 3.6% |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 415'312'497 | 425'433'882 | 405'527'020 | 10'121'386 | 2.4% | 19'906'862 | 4.9% |

Page 23

CHARGES ET PRODUITS en CHF

| LIBELLÉ | BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016 | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| | | | | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| 1.2 CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | | |
| 1.2.1 FRAIS DE PERSONNEL | 236'838'981 | 243'263'564 | 232'137'839 | 6'424'583 | 2.7% | 11'125'725 | 4.8% |
| 1.2.1.1 Rémunération des collaborateurs | 188'959'054 | 193'709'123 | 187'018'189 | 4'750'609 | 2.5% | 6'690'935 | 3.6% |
| 1.2.1.2 Charges sociales | 43'102'192 | 43'740'789 | 42'311'450 | 638'597 | 1.5% | 1'429'339 | 3.4% |
| 1.2.1.3 Charges de prévoyance professionnelles | 0 | 1'412'028 | -1'467'384 | 1'412'028 | 2'879'422 | -196.2% | |
| 1.2.1.4 Autres frais de personnel | 4'777'735 | 4'401'623 | 4'275'594 | -376'112 | -7.9% | 126'029 | 2.9% |
| 1.2.2 FRAIS DE VEHICULES | 33'156'911 | 31'829'435 | 32'382'152 | -1'327'476 | -4.0% | -552'718 | -1.7% |
| 1.2.2.1 Carburant et énergie de traction | 13'960'000 | 13'438'335 | 14'140'697 | -521'665 | -3.7% | -702'362 | -5.0% |
| 1.2.2.2 Pneus | 365'000 | 595'890 | 516'905 | 230'890 | 63.3% | 78'985 | 15.3% |
| 1.2.2.3 Location véhicules de ligne | 100'000 | 10'769 | 6'716 | -89'231 | -89.2% | 4'053 | 60.3% |
| 1.2.2.4 Autres frais de véhicules | 18'731'911 | 17'784'441 | 17'717'835 | -847'470 | -5.1% | 66'606 | 0.4% |
| 1.2.3 FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES | 20'202'475 | 20'357'169 | 20'216'087 | 154'694 | 0.8% | 141'082 | 0.7% |
| 1.2.3.1 Frais de bâtiments | 5'305'100 | 5'263'171 | 5'223'334 | -41'929 | -0.8% | 39'836 | 0.8% |
| 1.2.3.2 Frais des installations fixes | 1'124'000 | 1'214'062 | 1'219'262 | 90'062 | 8.0% | -5'199 | -0.4% |
| 1.2.3.3 Droits de sillonn et d'usage | 13'773'375 | 13'879'937 | 13'773'492 | 106'562 | 0.8% | 106'445 | 0.8% |
| 1.2.4 SOUS-TRAITEMENT DE TRANSPORT <i>Dont Sous traitement GLCT</i> | 43'302'845 | 46'586'825 | 44'551'287 | 3'283'980 | 7.6% | 2'035'538 | 4.6% |
| | 11'258'339 | 13'830'653 | 11'924'601 | 2'572'314 | 22.8% | 1'906'053 | 16.0% |
| 1.2.5 CHARGES D'EXPLOITATIONS DIVERSES | 26'229'934 | 28'327'123 | 25'721'332 | 2'607'189 | 8.0% | 2'665'791 | 10.1% |
| 1.2.5.1 Matériel et fournitures de bureau | 1'210'300 | 1'043'857 | 1'355'690 | -166'443 | -13.8% | -311'836 | -23.0% |
| 1.2.5.2 Confection des titres de transport | 965'000 | 802'155 | 703'779 | -162'845 | -16.9% | 98'377 | 14.0% |
| 1.2.5.3 Machines et outillage | 1'206'250 | 1'085'043 | 1'282'765 | -121'207 | -10.0% | -197'723 | -15.4% |
| 1.2.5.4 Entretien, maintenance et location | 4'511'796 | 4'742'516 | 3'916'333 | 230'720 | 5.1% | 826'182 | 21.1% |
| 1.2.5.5 Assurances et franchises | 2'333'200 | 2'166'132 | 2'416'603 | -167'068 | -7.2% | -250'471 | -10.4% |
| 1.2.5.6 Courrier et télécommunication | 1'921'600 | 1'814'454 | 1'722'809 | -107'146 | -5.6% | 91'646 | 5.3% |
| 1.2.5.7 Surveillance et sécurité | 3'112'500 | 2'985'861 | 2'438'380 | -526'639 | -16.9% | 147'481 | 6.0% |
| 1.2.5.8 Etudes et mandats | 1'920'000 | 2'154'265 | 1'809'149 | 294'995 | 15.2% | 351'246 | 19.5% |
| 1.2.5.9 Honoraires juridiques et fiduciaires | 335'000 | 314'039 | 359'783 | 9'939 | 3.3% | -43'844 | -12.2% |
| 1.2.5.10 Organe de gestion, commissions | 80'000 | 11'822 | 12'874 | -68'178 | -86.4% | -1'052 | -8.2% |
| 1.2.5.11 Communication | 2'357'500 | 2'507'113 | 2'548'370 | 149'613 | 6.3% | -41'257 | -1.6% |
| 1.2.5.12 Marketing | 225'000 | 746'035 | 431'977 | 521'035 | 231.6% | 314'058 | 72.7% |
| 1.2.5.13 Frais de déplacement et réception | 385'500 | 371'055 | 385'077 | -14'445 | -3.7% | -14'022 | -3.6% |
| 1.2.5.14 Commissions et frais de vente | 6'044'980 | 5'597'764 | 3'579'514 | -447'216 | -7.4% | 2'018'250 | 56.4% |
| 1.2.5.15 Travaux à facturer | -846'170 | -708'333 | -566'211 | 137'837 | -16.3% | -152'122 | 27.3% |
| 1.2.5.16 Cotisations impôts et taxes | 516'978 | 2'908'860 | 3'307'656 | 2'291'882 | 443.3% | -488'796 | -15.1% |
| 1.2.5.18 Autres charges d'exploitation | 10'900 | 283'455 | 13'782 | 272'955 | 2600% | 269'673 | 196.7% |

Page 24

| CHARGES ET PRODUITS en CHF | | | | | | | |
|--|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| LIBELLÉ | BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016 | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
| | | | | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| CHARGES D'EXPLOITATION (Suite) | | | | | | | |
| 1.2.6 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 45'658'452 | 43'586'237 | 42'657'710 | -2'072'215 | -4.5% | 928'527 | 2.2% |
| 1.2.6.1 Amortissements sur immo corporelles | 41'746'524 | 39'007'367 | 38'986'983 | -2'739'157 | -6.6% | 20'384 | 0.1% |
| 1.2.6.2 Amortissements pièces de rechange et de réserves | 611'224 | 637'526 | 618'929 | 26'302 | 4.3% | 18'698 | 3.0% |
| 1.2.6.3 Amortissements sur immo incorporelles | 3'300'704 | 3'203'195 | 2'851'979 | -97'509 | -3.0% | 351'216 | 12.3% |
| 1.2.6.4 Dévaluations sur stocks | 0 | 738'149 | 199'920 | 738'149 | | 538'229 | 269.2% |
| 1.2.6.5 Différence d'inventaire | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | |
| 1.2.7 PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS | 2'970'000 | 1'813'592 | 3'045'538 | -1'156'408 | -38.9% | -1'231'946 | -40.5% |
| 1.2.7.1 Provisions sur débiteurs | 170'000 | -477'691 | 601'652 | -647'691 | -381.0% | -1'079'343 | -179.4% |
| 1.2.7.2 Dépréciations de valeurs et créances | 2'800'000 | 2'291'283 | 2'443'886 | -508'717 | -18.2% | -152'602 | -6.2% |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 408'359'598 | 415'763'946 | 400'711'946 | 7'404'348 | 1.8% | 15'051'999 | 3.8% |

Page 25

| CHARGES ET PRODUITS en CHF | | | | | | | |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| LIBELLÉ | BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016 | ÉCARTS | | ÉCARTS | |
| | | | | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| Report des produits d'exploitation avant intérêts | 415'312'497 | 425'433'882 | 405'527'020 | 10'121'386 | 2.4% | 19'906'862 | 4.9% |
| Report des charges d'exploitation avant intérêts | 408'359'598 | 415'763'946 | 400'711'946 | 7'404'348 | 1.8% | 15'051'999 | 3.8% |
| Résultat des activités d'exploitation (+EXCEDENT/-PERTE) | 6'952'899 | 9'669'936 | 4'815'074 | 2'717'038 | 39.1% | 4'854'862 | 100.8% |
| 1.3 RESULTAT FINANCIER | | | | | | | |
| 1.3.1 Produits financiers : | 1'007'000 | 2'717'606 | 1'879'896 | 1'710'606 | 169.9% | 837'710 | 44.6% |
| 1.3.1.1 Intérêts sur placements bancaires | 642'000 | 1'210'980 | 651'309 | 568'980 | 88.6% | 559'671 | 85.9% |
| 1.3.1.2 Gains de change | 0 | 502'506 | 427'748 | 427'748 | | 74'758 | 17.5% |
| 1.3.1.3 Escompte sur factures fournisseurs | 165'000 | 119'214 | 106'071 | -45'786 | -27.7% | 13'143 | 12.4% |
| 1.3.1.4 Autres produits financiers | 200'000 | 884'906 | 694'768 | 694'906 | 342.5% | 190'138 | 27.4% |
| 1.3.2 Charges financières : | 15'140'489 | 13'210'360 | 14'594'163 | -1'930'129 | -12.7% | -1'383'803 | -9.5% |
| 1.3.2.1 Intérêts sur capital de dotation | 880'000 | 880'000 | 880'000 | 0 | 0.0% | 0 | 0.0% |
| 1.3.2.2 Intérêts c/c bancaires | 0 | 990 | 298 | 990 | | 692 | 232.2% |
| 1.3.2.3 Intérêts sur emprunts | 13'000'000 | 10'758'792 | 12'038'737 | -2'241'208 | -17.2% | -1'279'945 | -10.6% |
| 1.3.2.5 Frais bancaires | 1'060'489 | 1'067'663 | 988'610 | 7'174 | 0.7% | 79'053 | 8.0% |
| 1.3.2.6 Pertes de change | 0 | 194'630 | 417'874 | 194'630 | | -223'244 | -53.4% |
| 1.3.2.7 Autres charges financières | 200'000 | 308'284 | 268'643 | 108'284 | 54.1% | 39'641 | 14.8% |
| Résultat financier (+EXCEDENT/-PERTE) | -14'133'489 | -10'492'754 | -12'714'266 | 3'640'735 | -25.8% | 2'221'513 | -17.5% |
| QUOTE PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOCIEES | 0 | 294'174 | 282'154 | 294'174 | | 12'020 | 4.3% |
| 1. RÉSULTAT NET (+EXCEDENT/-PERTE) | -7'180'590 | -528'643 | -7'617'038 | 6'651'948 | -92.6% | 7'088'396 | -93.1% |
| Total des produits | 416'319'497 | 428'445'663 | 407'689'071 | 12'126'166 | 2.9% | 20'744'572 | 5.1% |
| Total des charges | 423'500'087 | 428'974'306 | 415'306'109 | 5'474'219 | 1.3% | 13'668'197 | 3.3% |

Page 26

COMPTE DE RESULTAT
DETAIL DES CHARGES D'EXPLOITATION

| DÉSIGNATION en milliers CHF | BUDGET CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2017 | RÉEL CONSOLIDE 31.12.2016 | Écart | | Écart | |
|---|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | | | | Réel vs budget CHF | % | Réel 2017 vs réel 2016 CHF | % |
| Frais de personnel | 236'839 | 243'264 | 232'138 | 6'425 | 2.7% | 11'126 | 4.8% |
| Frais de véhicules | 33'157 | 31'829 | 32'382 | -1'327 | -4.0% | -553 | -1.7% |
| Frais de bâtiments et installations fixes | 20'202 | 20'357 | 20'216 | 155 | 0.8% | 141 | 0.7% |
| dont droits du sillon et d'usage | 13'773 | 13'880 | 13'773 | 107 | 0.8% | 106 | |
| Sous-traitance de transport | 43'303 | 46'587 | 44'551 | 3'284 | 7.6% | 2'036 | 4.6% |
| Sous-traitance de transport | 32'045 | 32'756 | 32'627 | 712 | 2.2% | 129 | 0.4% |
| Sous-traitance GLCT | 11'258 | 13'831 | 11'925 | 2'572 | 22.8% | 1'906 | 16.0% |
| Charges d'exploitation diverses, dont | 26'230 | 26'327 | 25'721 | 2'097 | 8.0% | 2'606 | 10.1% |
| Assurances et franchises | 2'333 | 2'166 | 2'417 | -167 | -7.2% | -250 | -10.4% |
| Etudes et mandats | 1'920 | 2'154 | 1'803 | 234 | 12.2% | 351 | 19.5% |
| Commissions et frais de vente | 7'010 | 6'400 | 4'283 | -870 | -8.7% | 2'117 | 49.4% |
| Communication et marketing | 2'583 | 3'253 | 2'980 | 671 | 26.0% | 273 | 9.2% |
| Entretien, maintenance, locations | 5'718 | 5'828 | 5'199 | 110 | 1.9% | 628 | 12.1% |
| Frais administratifs | 3'132 | 2'858 | 3'079 | -274 | -8.7% | -220 | -7.2% |
| Cotisations impôts et taxes | 517 | 2'809 | 3'308 | 2'292 | 443.3% | -499 | -15.1% |
| Autres charges | 3'017 | 2'859 | 2'653 | -159 | -5.3% | 206 | 7.8% |
| Dotations aux amortissements | 45'658 | 43'586 | 42'658 | -2'072 | -4.5% | 929 | 2.2% |
| Pertes sur constats et débiteurs | 2'970 | 1'814 | 3'046 | -1'156 | -38.9% | -1'232 | -40.5% |
| TOTAL | 408'360 | 415'764 | 400'712 | 7'404 | 1.8% | 15'052 | 3.8% |

Page 27

SOUS-TRAITANCE Article 1 al 5 LTPG - 2017

TPG statutaires hors GLCT

| En CHF | Budget 2017 | | Réel 2017 | |
|--|--------------------------------------|---|--------------------------------------|---|
| | Art. 1 Sous-traitance max. 10% | Art. 1 Sous-traitance hors lignes transfrontalières et provisoires max. 4% | Art. 1 Sous-traitance max. 10% | Art. 1 Sous-traitance hors lignes transfrontalières et provisoires max. 4% |
| 1.2.4. SOUS-TRAITANCE D'EXPLOITATION | 32'044'506 | 9'065'819 | 32'756'172 | 8'910'103 |
| Total Charges TPG | 404'909'839 | 404'909'839 | 409'586'874 | 409'586'874 |
| Seuil du contrat de prestations en % | 10% | 4% | 10% | 4% |
| Seuil du contrat de prestations | 40'490'984 | 16'196'394 | 40'958'687 | 16'383'475 |
| Total annuel de la sous-traitance engagée | 35'487'656 | 12'508'969 | 36'139'053 | 12'292'984 |
| Lignes sous traitées (hors provisoires et transfrontalières) | 9'065'819 | 9'065'819 | 8'910'103 | 8'910'103 |
| Lignes provisoires sous traitées | 20'274'347 | | 21'002'206 | |
| Lignes transfrontalières sous-traitées | 2'704'340 | | 2'843'863 | |
| Travaux de réparation et de nettoyage | 3'443'150 | 3'443'150 | 3'382'881 | 3'382'881 |
| % de sous traitance / total des charges TPG | 8.8% | 3.1% | 8.8% | 3.0% |
| Solde de sous traitance à disposition | 5'003'328 | 3'687'425 | 4'819'635 | 4'090'491 |

Page 28

BILAN 2017

Page 29

Bilan de clôture 2017 - Actifs

| ACTIF | en CHF | 31.12.2017 | % | 31.12.2016 | % |
|--|--------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
| LIQUIDITES | | 8'064'394 | 1.0% | 9'181'561 | 1.2% |
| DEBITEURS D'EXPLOITATION | | 45'795'600 | 5.6% | 43'254'413 | 5.7% |
| STOCKS | | 19'499'894 | 2.4% | 18'624'363 | 2.5% |
| AUTRES ACTIFS CIRCULANTS | | 11'977'734 | 1.5% | 10'084'506 | 1.3% |
| TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS | | 85'337'622 | 10.4% | 81'144'843 | 10.8% |
| TERRAINS, BATIMENTS, INSTALLATIONS FIXES | | 91'529'430 | 11.2% | 94'810'779 | 12.6% |
| VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS | | 416'043'758 | 50.8% | 394'427'164 | 52.3% |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 10'122'900 | 1.2% | 13'164'080 | 1.7% |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 7'732'691 | 0.9% | 9'078'311 | 1.2% |
| TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN COURS | | 196'235'186 | 24.0% | 119'510'516 | 15.9% |
| AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS | | 8'617'951 | 1.1% | 37'405'096 | 5.0% |
| PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE | | 2'210'216 | 0.3% | 2'689'915 | 0.4% |
| ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME | | 944'582 | 0.1% | 1'249'555 | 0.2% |
| TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES | | 733'438'712 | 89.6% | 672'335'414 | 89.2% |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 818'774'333 | | 753'480'257 | |

Page 30

Bilan de clôture 2017 - Passifs

| PASSIF | en CHF | 31.12.2017 | % | 31.12.2016 | % |
|--|--------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|
| CREANCIERS D'EXPLOITATION | | 25'713'287 | 3.1% | 26'124'935 | 3.8% |
| PART A COURT TERME DES PROVISIONS | | 1'294'786 | 0.2% | 653'110 | 0.1% |
| PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME | | 32'578'678 | 4.0% | 56'587'311 | 7.8% |
| AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME | | 47'664'642 | 5.8% | 47'102'656 | 6.3% |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS A COURT TERME | | 107'251'393 | 13.1% | 130'468'012 | 17.8% |
| EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME | | 557'930'587 | 68.1% | 503'262'311 | 66.8% |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | | 85'328'407 | 10.4% | 53'871'770 | 7.1% |
| PROVISIONS A LONG TERME | | 412'188 | 0.1% | 204'125 | 0.0% |
| ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL | | 11'100'851 | 1.4% | 9'688'823 | 1.3% |
| AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME | | 752'939 | 0.1% | 766'036 | 0.1% |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME | | 655'584'971 | 80.1% | 567'793'124 | 75.4% |
| TOTAL DU PASSIF | | 762'836'365 | 93.2% | 698'261'136 | 92.1% |

| CAPITAL DE DOTATION | | 44'000'000 | 5.4% | 44'000'000 | 5% |
|---|--|--------------------|--------------|--------------------|------------|
| FONDS DE RESERVE | | 12'466'612 | 1.0% | 16'630'180 | 2% |
| Fonds de réserve (antérieur à 1996) | | 2'972'887 | 0.4% | 2'972'887 | 0% |
| Résultats cumulés réseau urbain depuis 1996, au début de l'exercice | | -13'650'452 | -1.7% | -9'715'736 | -1% |
| Résultats cumulés réseau régional depuis 1996 | | 3'229'907 | 0.4% | 3'088'922 | 0% |
| Reserve réévaluation Hedging | | -22'514'800 | -2.7% | -23'597'981 | -3% |
| Fonds de réserve | | 41'118'609 | 5.0% | 44'927'128 | 6% |
| Fonds de réserve liés à la consolidation | | 1'365'085 | 0.2% | 1'362'875 | 0% |
| Différence de conversion | | -57'626 | 0.0% | -221'936 | 0% |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | -528'643 | -0.1% | -7'617'038 | -1% |
| Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau urbain | | 423'695 | 0.1% | -3'934'716 | -1% |
| Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau régional | | -316'012 | 0.0% | 140'994 | 0% |
| Résultat de l'exercice à affecter aux réserves | | 107'663 | 0.0% | -3'793'732 | -1% |
| Résultat lié à la consolidation | | -744'009 | -0.1% | -29'575 | 0% |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | 11'907'969 | 1.6% | 11'219'121 | 1% |
| TOTAL DU PASSIF ET CAPITAUX PROPRES | | 818'774'333 | | 753'480'257 | |

Page 31

TPG - BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

| En CHF | TPG | TP PUBLICITE | TPG VELO | TPG Fraises | TOTAL CONSOLIDE ELIMINATIONS | | | |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|------------------------------|----------------|------------------|--------------------|
| | Comptes retraités | Comptes retraités | Comptes retraités | Comptes retraités en CHF | Total comptes retraités | Debit | Credit | Total consolidé |
| LIQUIDITES | 8'064'394 | 466'591 | 22'884 | 477'416 | 9'031'284 | 0 | 0 | 9'031'284 |
| DEBITEURS D'EXPLOITATION | 45'795'600 | 3'042'921 | 91 | 0 | 48'838'612 | 0 | 2'135'456 | 46'703'156 |
| STOCKS | 19'499'894 | 0 | 0 | 0 | 19'499'894 | 0 | 0 | 19'499'894 |
| AUTRES ACTIFS CIRCULANTS | 11'977'734 | 152'671 | 0 | 95 | 12'130'701 | 151'716 | 0 | 12'282'415 |
| TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS | 85'337'622 | 3'662'384 | 22'975 | 477'511 | 89'500'469 | 151'716 | 2'135'456 | 87'516'749 |
| TERRAINS, BÂTIMENTS INSTALLATIONS FIXES | 91'529'430 | 0 | 0 | 0 | 91'529'430 | 0 | 0 | 91'529'430 |
| VEHICULES ET LEURS EQUIPEMENTS | 416'043'758 | 58'042 | 0 | 0 | 416'101'800 | 0 | 0 | 416'101'800 |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET | 10'122'900 | 142'760 | 0 | 0 | 10'265'660 | 0 | 0 | 10'265'660 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NET | 7'732'691 | 320'662 | 0 | 0 | 8'053'353 | 0 | 0 | 8'053'353 |
| TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS EN COURS | 196'235'185 | 0 | 0 | 0 | 196'235'185 | 0 | 0 | 196'235'185 |
| AVANCES SUR ACHATS D'IMMOBILISATIONS | 8'617'951 | 0 | 0 | 0 | 8'617'951 | 0 | 0 | 8'617'951 |
| PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE | 2'210'216 | 0 | 0 | 1'000'916 | 3'211'132 | 0 | 2'210'216 | 1'000'916 |
| ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME | 944'582 | 16'422 | 0 | 0 | 963'004 | 0 | 0 | 963'004 |
| TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES | 733'436'712 | 539'685 | 0 | 1'000'916 | 734'977'513 | 0 | 2'210'216 | 732'767'296 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 818'774'333 | 4'202'069 | 22'975 | 1'478'427 | 834'477'982 | 151'716 | 4'345'672 | 830'284'911 |

Page 32

| En CHF | TPG | TP PUBLICITE | TPG VELO | TPG France | TOTAL CONSOLIDE | | |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------|
| | Comptes retraités | Comptes retraités | Comptes retraités | Comptes retraités en CHF | Total selon comptes retraités | ELIMINATIONS Débit / Crédit | Total consolidé |
| BASSIF | | | | | | | |
| CREANCIERS D'EXPLOITATION | 257'13'287 | 1'221'210 | -2'836 | 0 | 26'931'661 | 0 | 26'931'661 |
| PART A COURT TERME DES PROVISIONS | 1'294'786 | 0 | 0 | 0 | 1'294'786 | 0 | 1'294'786 |
| PART A COURT TERME DES DETTES A LONG TERME | 32'578'678 | 0 | 0 | 0 | 32'578'678 | 0 | 32'578'678 |
| AUTRES ENGAGEMENTS A COURT TERME | 47'664'942 | 2'259'089 | 5'810 | 10'183 | 49'939'722 | 1'983'742 | 47'955'981 |
| TOTAL DES EXIGIBLES A COURT TERME | 107'251'393 | 3'480'298 | 2'974 | 10'183 | 110'744'848 | 1'983'742 | 108'761'107 |
| EMPRUNTS ET DETTES A LONG TERME | 55'990'587 | 0 | 0 | 0 | 55'990'587 | 0 | 55'990'587 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES | 85'328'407 | 0 | 0 | 0 | 85'328'407 | 0 | 85'328'407 |
| PROVISIONS A LONG TERME | 412'188 | 0 | 0 | 0 | 412'188 | 0 | 412'188 |
| ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU PERSONNEL | 11'100'851 | 0 | 0 | 0 | 11'100'851 | 0 | 11'100'851 |
| AUTRES ENGAGEMENTS A LONG TERME | 752'939 | 0 | 0 | 0 | 752'939 | 0 | 752'939 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS A LONG TERME | 655'584'971 | 0 | 0 | 0 | 655'584'971 | 0 | 655'584'971 |
| SOUS-TOTAL DU PASSIF | 762'836'365 | 3'480'298 | 2'974 | 10'183 | 760'329'825 | 1'983'742 | 764'348'078 |
| CAPITAL DE DOTATION | 44'000'000 | 300'000 | 500'000 | 124'368 | 44'624'368 | 251'268 | 44'000'000 |
| FONDS DE RESERVES | 12'486'812 | 1'359'767 | -403'854 | 1'060'346 | 14'482'870 | 3'277'245 | 12'486'812 |
| Fonds de réserve antérieur à 1996 | 2'972'887 | 0 | 0 | 0 | 2'972'887 | 0 | 2'972'887 |
| Résultats cumulés réseau urbain depuis 1996 | -13'650'452 | 0 | 0 | 0 | -13'650'452 | 0 | -13'650'452 |
| Résultats cumulés régional depuis 1996 | 3'229'907 | 0 | 0 | 0 | 3'229'907 | 0 | 3'229'907 |
| Réserve réévaluation Hedging | -22'514'900 | 0 | 0 | 0 | -22'514'900 | 0 | -22'514'900 |
| Fonds de réserve | 41'118'609 | 1'359'767 | -403'854 | 944'756 | 43'019'283 | 3'265'365 | 40'943'966 |
| Fonds de réserve consolidation | 1'368'088 | 0 | 0 | 0 | 1'368'088 | 0 | 1'368'088 |
| Différence de conversion | -57'626 | 0 | 0 | 115'948 | 57'921 | 181'288 | 249'382 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -528'643 | -937'796 | -78'145 | 283'531 | -1'259'054 | 13'568 | -528'643 |
| Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau urba | 423'695 | 0 | 0 | 0 | 423'695 | 0 | 423'695 |
| Résultat de l'exercice à affecter aux résultats cumulés réseau rég | -318'012 | 0 | 0 | 0 | -318'012 | 0 | -318'012 |
| Résultat de l'exercice à affecter aux réserves | 107'983 | -937'796 | -78'145 | 283'531 | -622'728 | 13'568 | -636'326 |
| Résultat lié à la consolidation | -744'009 | 0 | 0 | 0 | -744'009 | 0 | -744'009 |
| CAPITAUX PROPRES | 11'937'969 | 421'971 | -480'000 | 1'343'976 | 12'227'816 | 2'200'941 | 11'937'969 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -528'643 | -937'796 | -78'145 | 283'531 | -1'259'054 | 13'568 | -528'643 |

Page 33

TPG - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2017

| En CHF | TPG (y. c. CT) | TP PUBLICITE | TPG VELO | TPG France | TOTAL CONSOLIDE | | |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------|
| | Comptes retraités | Comptes retraités | Comptes retraités | Comptes retraités en CHF | Solides selon comptes retraités | ELIMINATIONS Débit / Crédit | Comptes consolidés |
| REVENUS DES TRANSPORTS | 146'090'754 | 0 | 0 | 0 | 146'090'754 | 5'928 | 146'084'827 |
| CONTRIBUTION DE L'ETAT DE GENEVE | 236'412'703 | 0 | 0 | 0 | 236'412'703 | 0 | 236'412'703 |
| CONTRIBUTION DE LA CONFEDERATION | 10'808'793 | 0 | 0 | 0 | 10'808'793 | 0 | 10'808'793 |
| CONTRIBUTION DES COMMUNES ET DES TIERS | 11'775'447 | 0 | 0 | 0 | 11'775'447 | 0 | 11'775'447 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS | 15'085'894 | 10'420'116 | 138'541 | 0 | 25'642'552 | 5'290'438 | 20'352'112 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 420'171'592 | 10'420'116 | 138'541 | 0 | 430'730'249 | 5'296'367 | 425'433'882 |
| FRAIS DE PERSONNEL | 241'235'392 | 2'009'922 | 18'250 | 0 | 243'263'564 | 0 | 243'263'564 |
| FRAIS DE VEHICULES | 31'817'262 | 12'173 | 0 | 0 | 31'829'435 | 0 | 31'829'435 |
| FRAIS DE BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS FIXES | 20'410'133 | 111'441 | 16'725 | 0 | 20'538'299 | 0 | 20'357'169 |
| SOUS-TRAITEMENT DE TRANSPORT | 46'586'825 | 0 | 0 | 0 | 46'586'825 | 0 | 46'586'825 |
| CHARGES D'EXPLOITATIONS DIVERSES | 24'321'846 | 8'910'919 | 179'378 | 24'217 | 33'442'367 | 5'646 | 28'327'122 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 43'448'237 | 138'001 | 0 | 0 | 43'586'237 | 0 | 43'586'237 |
| PERTES SUR CONSTATS ET DEBITEURS | 1'655'181 | 158'411 | 0 | 0 | 1'813'592 | 0 | 1'813'592 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 409'474'875 | 11'348'667 | 214'353 | 24'217 | 421'060'313 | 5'646 | 415'763'948 |
| RESULTAT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION | 10'696'717 | -928'551 | -75'812 | -24'217 | 9'669'936 | 8'290'721 | 9'669'936 |
| PRODUITS FINANCIERS | 2'717'293 | 314 | 0 | 0 | 2'717'606 | 0 | 2'717'606 |
| CHARGES FINANCIERES | 13'198'644 | 11'359 | 333 | 24 | 13'210'360 | 0 | 13'210'360 |
| QUOTE-PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES ASSOC | -744'009 | 0 | 0 | 0 | -436'237 | 283'531 | 1'013'940 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | -528'643 | -937'796 | -78'145 | 283'531 | -1'259'054 | 5'574'251 | -528'643 |

Page 34

UNIRESO 2017

Page 35

DÉCOMPTÉ DE LA COMMUNAUTE TARIFAIRE INTÉGRALE DE GENÈVE (CTI)

| PPP 2015-2016 année 2017 actualisé | Comptes année 2017 | Etat Genève | Solde à reporter | Part TPO | Part CFF | Part SAGOL | TOTAL report |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|
| | | | 160,000,000,000 | 6,00% | 6,70% | 6,30% | 100,00% |
| PRODUITS DU TRANSPORT - GARANTIES | | | | | | | |
| TT Tout Genève | 142'967'277,27 | | 142'967'277,27 | 132'777'792,03 | 9'716'304,63 | 4'283'681,61 | 142'967'277,27 |
| Part Vieux classes dans TT Tout Genève | 95'247,10 | | 95'247,10 | - | 95'247,10 | - | 95'247,10 |
| Rabattement Abos FV/TPTG | -10'520,00 | | -10'520,00 | -14'971,39 | -1'087,19 | -23,87 | -16'582,45 |
| Part TPTG/SAGOL Abos/voitures combinées parking Formula 1 | 8'646,00 | | 8'646,00 | 8'647,73 | - | 8'646,00 | 8'646,00 |
| Part complémentaire abonnement demi-tarif | 7'105'951,10 | | 7'105'951,10 | 7'831,30 | 7'831,30 | 2'646,63 | 7'105'951,10 |
| Part V. CC dans TT Abrogées | 95'580,70 | | 95'580,70 | 6'955'848,11 | 95'580,70 | - | 95'580,70 |
| Part Vieux classes dans TT Abrogées | 95'580,70 | | 95'580,70 | - | - | - | 95'580,70 |
| Total produits du transport | 151'109'000 | 150'278'286,15 | 400'000,00 | 130'247'907,58 | 10'424'147,23 | 469'274,34 | 150'278'286,15 |
| Participation contractuelle aux frais de gestion et de communication | 400'000 | - | 400'000,00 | 3'150,00 | 3'150,00 | 1'500,00 | 400'000,00 |
| Participation opérationnelle (Ecluse / S&E FVG) | 10'000 | - | 10'000,00 | - | - | - | 10'000,00 |
| Participation contractuelle aux opérations "Jus de pollution" | 9'425'000 | 9'425'000,00 | - | 8'779'611,10 | 641'934,16 | 31'654,74 | 9'425'000,00 |
| Indemnité pour perte de recettes (induite par TV-14) | 8'269'500 | 8'269'500,00 | - | 7'979'719,10 | 269'425,18 | 27'355,80 | 8'269'500,00 |
| Indemnité pour le réseau des bus de Genève | 8'147'811 | 8'147'811,00 | - | 8'147'811,00 | 420'846,27 | 26'841,46 | 8'147'811,00 |
| Indemnité pour le réseau des bus du Jura | 4'037'751,00 | 4'037'751,00 | - | 3'750'294,66 | 274'163,41 | 13'293,94 | 4'037'751,00 |
| Indemnité pour le réseau ferroviaire | 827'628 | 827'628,00 | - | 7'779'848,00 | 501'844 | 2'841,17 | 827'628,00 |
| Indemnité 2017 pour compensation tarifaire | 4'532'275,94 | 4'532'275,94 | - | 4'210'591,96 | 307'800,98 | 14'878,79 | 4'532'275,94 |
| Total participations contractuelles | 33'842'900 | 32'210'172,84 | 32'210'172,84 | 35'469'141,35 | 1'254'879,13 | 120'113,36 | 32'210'172,84 |
| Total produits communautaires | 164'951'911 | 150'278'286,15 | 32'210'172,84 | 186'464'561,99 | 13'923'826,36 | 622'387,70 | 186'464'561,99 |
| CHARGES | | | | | | | |
| Salaires et charges | -660'412 | -621'431,70 | -401'431,70 | -569'425,76 | -289,10 | -1366,73 | -621'431,70 |
| Matériel roulant (Genève) | - | -13'808,20 | -13'808,20 | -13'808,20 | - | - | -13'808,20 |
| Total frais de personnel | -660'412 | -635'239,90 | -615'239,90 | -583'233,96 | -289,10 | -1366,73 | -635'239,90 |
| Matériel roulant (Triboune) | -4'264 | -4'264,00 | -4'264,00 | -4'264,00 | - | - | -4'264,00 |
| Duques et matériels | -11'200 | -8'212,86 | -8'212,86 | -8'212,86 | - | -21,84 | -8'212,86 |
| Frais de voyage à l'étranger | -1'000 | -4'250,00 | -4'250,00 | -4'250,00 | - | - | -4'250,00 |
| Total frais administratifs | -12'264 | -92'236,86 | -92'236,86 | -92'236,86 | -4'264,00 | -24,48 | -92'236,86 |
| Coût de revient du transport | 200'000 | 1'919,10 | 1'919,10 | 1'919,10 | 750,25 | 301,33 | 1'919,10 |
| Production de Caribibon | 200'000 | - | - | - | - | - | 200'000,00 |
| Coût de revient de Caribibon | 200'000 | - | - | - | - | - | 200'000,00 |
| Frais Service Client et projets nouveaux | 200'000 | - | - | - | - | - | 200'000,00 |
| Frais cartes SwissPass | 200'000 | - | - | - | - | - | 200'000,00 |
| Contrats obligations SAGOL/FAG | 100'000 | - | - | - | - | - | 100'000,00 |
| Frais Communauté Tarifaire | -40'000 | -30'717,00 | -30'717,00 | -30'717,00 | - | - | -30'717,00 |
| Frais Service Client | -238'811 | -4'624'848,10 | -4'624'848,10 | -4'624'848,10 | -289'000,40 | -48'363,60 | -4'624'848,10 |
| Indemnité de versement (induite au net TT Tout Genève) | 528'819 | 4'058'400,50 | 4'058'400,50 | 4'058'400,50 | 448'504,20 | 30,20 | 4'058'400,50 |
| Commissions et frais bancaires | - | -9'775,48 | -9'775,48 | -9'775,48 | - | - | -9'775,48 |
| Papier, imprimés | - | - | - | - | - | - | - |
| Total frais de versement | -402'000 | -404'749,70 | -404'749,70 | -404'749,70 | -782'220,28 | -1'746,55 | -404'749,70 |
| Communication | -400'000 | -1'654'000,00 | -1'654'000,00 | -1'654'000,00 | -488'180,14 | -2'560,83 | -1'654'000,00 |
| Frais de transport pour commissions | 200'000 | 0,00 | 0,00 | - | - | - | 200'000,00 |
| Partenariats communication | 200'000 | 0,00 | 0,00 | - | - | - | 200'000,00 |
| Matériel | -400'700 | -2'811,00 | -2'811,00 | -2'811,00 | -1'177,46 | -4,83 | -2'811,00 |
| Total frais de communication | -400'700 | -3'199'811,00 | -3'199'811,00 | -468'290,40 | -48'106,20 | -2'714,46 | -3'199'811,00 |
| Frais Service Client | -21'440 | -21'440,00 | -21'440,00 | -21'440,00 | - | - | -21'440,00 |
| Frais cartes SwissPass | -21'440 | -21'440,00 | -21'440,00 | -21'440,00 | - | - | -21'440,00 |
| Frais voyez | -28'000 | -28'000,00 | -28'000,00 | -28'000,00 | -1'957,18 | -16,13 | -28'000,00 |
| Indemnité | - | - | - | - | - | - | - |
| Total frais financiers | -90'180 | -162'144,20 | -162'144,20 | -162'144,20 | -1'100,00 | -53,08 | -162'144,20 |
| Dividendes et intérêts | 4'840 | -464,20 | -464,20 | -464,20 | - | - | -464,20 |
| TOTAL DES CHARGES (NET) | -2'401'124 | -2'529'940,62 | -2'529'940,62 | -1'980'791,10 | -235'970,13 | -2'016,12 | -2'529'940,62 |
| RÉSULTAT NET | 162'560'901 | 148'248'548,13 | 32'210'172,84 | 172'862'387,83 | 13'002'922,66 | 592'267,47 | 168'644'721,96 |
| RÉPARTITION : | | | | | | | |
| TPO | | | 17'262'387,83 | | | | 17'262'387,83 |
| CFF | | | 13'923'826,36 | | | | 13'923'826,36 |
| SAGOL | | | 599'226,47 | | | | 599'226,47 |

TVA à 0,0% incluse

Commentaires
Clôture annuelle des comptes au 31.12.2017

INTRODUCTION

Le compte de résultat à fin décembre 2017 présente un résultat net légèrement négatif : -0.5 MCHF, meilleur que le budget (-7.2 MCHF) et meilleur que les comptes 2016 (-7.6 MCHF). Par rapport au budget, les produits d'exploitation sont nettement supérieurs (+2.4% ; +10.1 MCHF) principalement grâce aux subventions cantonales supplémentaires en lien avec le renforcement d'offre commandée (+5.0 MCHF) et aux indemnités destinées à compenser le manque à gagner dû à la non augmentation des tarifs (+4.4 MCHF). Les charges d'exploitation sont supérieures au budget (+1.8% ; +7.4 MCHF), en particulier au niveau des frais de personnel (2.7% ; +6.4 MCHF) et de sous-traitance (+7.6% ; +3.3 MCHF). Le résultat financier est meilleur qu'attendu (+3.6 MCHF) notamment en ce qui concerne les intérêts sur emprunts. Par rapport à l'an dernier, les produits et les charges d'exploitation évoluent sensiblement à la hausse (respectivement +4.9% ; +19.9 MCHF et +3.8% ; +15.1 MCHF). La croissance des produits est due principalement à l'augmentation des subventions (Canton de Genève et GLCT) et la croissance des charges provient surtout des frais de personnel (+4.8% ; +11.1 MCHF) en lien avec les effectifs. Au total, la hausse des charges étant moins élevée que celle des produits, on constate une amélioration du résultat net.

Le ratio coûts/offre se situe à 0.130 CHF/PKR et n'atteint donc que partiellement la cible du Contrat de Prestations (0.121 CHF/PKR). Les deux autres indicateurs financiers du CP atteignent les objectifs ou restent dans la limite de tolérance de 5%.

Les comptes et les commentaires présentés ici sont basés sur des données consolidées: filiales incluses, conformément au compte d'exploitation et aux indicateurs financiers annexés au Contrat de Prestations 2015-2018.

Les contributions et les charges monétaires relatives au droit du sillon et d'utilisation des infrastructures sont présentées dans le compte d'exploitation suite à leur monétarisation conformément à l'avenant au Contrat de Prestations (L 11693 du 17/12/2015).

Comparatif par rapport au budget 2017 et à l'exercice 2016

Le total des produits d'exploitation s'élève à 425.4 MCHF à fin décembre 2017, soit +2.4% ou +10.1 MCHF par rapport au budget et +4.9% ou +19.9 MCHF par rapport à 2016.

Les « revenus du transport » n'atteignent pas la cible (-0.7% ; -1.0 MCHF) mais progressent par rapport à 2016 (+0.5% ou +0.8 MCHF).

Cette rubrique comporte trois éléments :

- Les « produits du transport Unireso » sont inférieurs au budget (-1.7% ; -2.3 MCHF), principalement sur les ventes d'abonnements mensuels (-7.0% ; -2.1 MCHF) alors que les ventes d'abonnements annuels sont supérieures aux attentes (+1.7% ; +0.7 MCHF). Pour information, la clé de répartition Unireso était de 92.36% dans le budget contre 92.88% en réel ce qui génère un impact positif de +0.7 MCHF. Par rapport à la même période l'an dernier, la tendance est à la baisse (-0.7% ; -0.9 MCHF). La bonne progression des ventes de billets (+3.3% ; +1.5 MCHF) et d'abonnements annuels (+3.2% ; +1.4 MCHF) est compensée par le net recul des ventes d'abonnements mensuels dont le prix de vente est resté inchangé dans la nouvelle grille tarifaire : -7.2% ; -2.2 MCHF. A noter enfin une perte de 1.1 MCHF sur les ventes de titres occasionnels à demi-tarif pour les bénéficiaires AVS et AL.
- Les « revenus du transport TPG » dépassent largement les attentes (+21.3% ; +2.3 MCHF) notamment en raison de la bonne tenue des ventes de transports réservés et des titres régionaux. Les revenus TPG dépassent aussi sensiblement le niveau de 2016 (+18.5% ; +2.0 MCHF) grâce aux transports réservés avec notamment les bus de substitution CFF (+1.9 MCHF) et les navettes du personnel de l'aéroport (+0.1 MCHF).
- Les « revenus de transport autres », principalement les revenus du contrôle des titres de transport, sont inférieurs au budget (-15.1% ; -1.0 MCHF) et en baisse par rapport à 2016 (-6.6% ; -0.4 MCHF). Le budget n'est pas atteint principalement à cause de difficultés techniques avec le nouvel outil de contrôle et les nouveaux titres de transport Swisspass, de problèmes de facturation, d'un manque d'effectifs disponibles et d'une diminution du taux de fraude. Ces difficultés ont été résolues progressivement en cours d'année. Le taux de fraude reste très bas : 2.2% vs 2.4% en 2016.

Les « contributions de l'Etat de Genève » sont supérieures au budget (+4.1% ; +9.3 MCHF). En effet, le budget 2017 des TPG ne comporte pas les subventions supplémentaires accordées dans la loi 11919 du 23/09/2016 (+4.0 MCHF) ni la subvention de 1.0 MCHF accordée par le Grand Conseil dans le cadre du débat budgétaire. L'indemnité tarifaire supplémentaire (+4.4 MCHF) octroyée en raison de la non-augmentation tarifaire (augmentation refusée lors de la votation de mai 2017) ne figure pas non plus dans le budget. En revanche, celui-ci comporte la réduction de subventions de -1.7 MCHF annoncée le 02/09/2016 dans le cadre des mesures d'économies demandées aux TPG par le DETA. Globalement, les TPG ont donc bénéficié en 2017 de +9.3 MCHF de subventions supplémentaires par rapport au budget validé par le CA. Par rapport au Contrat de Prestations, l'écart est de +7.2 MCHF.

A noter que les indemnités tarifaires étaient budgétées avec une clé de répartition UNIRESO de 92.36% alors que cette clé est de 92.88% en réel. Cette variation engendre un impact positif (0.2 MCHF).

Par rapport à 2016, les contributions cantonales sont en hausse sensible : +5.7% ; +12.7 MCHF. Une partie de la progression était prévue dans le PFP, l'autre provient des subventions supplémentaires accordées fin 2016 et des indemnités tarifaires complémentaires suite à la votation de mai 2017.

Les « contributions de la Confédération » pour le trafic régional de voyageurs sont identiques au budget (0.0% ; 0.0 MCHF). Le montant est conforme à la convention TRV 2016-2017 signée par l'OFT le 22 avril 2016. La rétrocession des droits sur carburants est provisionnée sur la base du réel 2017.

Les « contributions des communes et des tiers » sont supérieures au budget (+19.8% ; +1.9 MCHF) et en nette hausse par rapport à 2016 (+40.7% ; +3.4 MCHF). Ces écarts concernent surtout le GLCT et sont liés principalement à l'appel d'offre pour les lignes frontalières. Pour mémoire, le budget était construit sur une hypothèse d'attribution aux TPG uniquement des lots 1 et 2 (secteur Ain et ligne D). En réalité, le contrat 2010-2016 a été prolongé par avenant pour l'ensemble des lignes (y compris le lot 3, lignes N et M) jusqu'à l'étape du 24/04/2017 et pour le lot 1 jusqu'à l'étape de décembre 2017. Cette prolongation s'est faite moyennant une augmentation de la subvention destinée à atteindre un équilibre financier sur ces lignes. L'offre de la ligne D a également été renforcée suite à l'arrêt de la ligne 4. En dehors du GLCT, l'augmentation par rapport à fin décembre 2017 s'explique par la participation de communes pour la ligne B (0.5 MCHF, communes de Collonge-Bellerive, Hermance, Jussy, Anières, Meinier, Corsier). A signaler que la ville de Genève subventionne la ligne 35 (0.2 MCHF), suite à l'arrêt de la ligne 32 à l'étape de décembre 2016.

Les « produits d'exploitation divers » sont proches du budget (-1.2%; -0.2 MCHF). Le manque à gagner sur les « produits de publicité » par rapport au budget (-21.8%; -2.9 MCHF) est compensé par les « autres produits d'exploitation » (+56.4%; +2.0 MCHF). Les revenus de publicité générés par l'ouverture d'un bureau de TP Pub à Lausanne sont inférieurs aux attentes mais il faut noter que les recettes de publicité sont en croissance (+16.5%; +1.5 MCHF vs 2016). Les « autres produits d'exploitation » sont particulièrement élevés en raison d'indemnités pour dommages sur véhicules et bâtiment et de facturations de détournements de lignes (notamment pour halte CEVA Bâchet). La « production immobilisée » représente la main d'œuvre interne activée dans les projets d'investissements, principalement pour le nouveau dépôt En-Chardon.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 415.8 MCHF, soit + 1.8% ou +7.4 MCHF par rapport à la prévision budgétaire et +3.8% ou +15.1 MCHF par rapport à l'an dernier.

Les « frais de personnel » sont au-dessus du budget (+2.7%; +6.4 MCHF) sous l'effet de plusieurs facteurs : les effectifs sont supérieurs aux attentes (1906 ETP moyens, soit +34 ETP vs budget dont +33 ETP à la conduite), les frais de personnels intérimaires sont plus élevés (+1.1 MCHF, introduction du Swisspass) tout comme les heures supplémentaires (+0.6 MCHF) et la hausse de la provision pour avantages à long terme génère une charge de 1.4 MCHF. En revanche, des économies sont réalisées dans les frais de formation (-0.2 MCHF). Par rapport à 2016, la hausse des frais de personnel (+4.8%; +11.1 MCHF) provient de l'augmentation des effectifs (+69 ETP dont +50 ETP à la conduite), de la variation de la provision pour avantages à long terme (+2.9 MCHF), des frais de personnels intérimaires (+0.3 MCHF) ainsi que par l'application des mécanismes salariaux dont l'impact a été d'environ +1.6%. Les heures supplémentaires sont en baisse (-0.5 MCHF).

Les « frais de véhicules » sont au-dessous du budget (-4.0%; -1.3 MCHF) et de l'an dernier (-1.7%; -0.6 MCHF). Des économies par rapport au budget sont réalisées majoritairement dans les frais de maintenance tramways (-0.7 MCHF) ainsi que dans les achats de carburant grâce à un prix du litre du gasoil inférieur (prix réel moyen de 1.27 CHF vs 1.35 CHF dans le budget ; -0.7 MCHF). Par rapport à 2016, on constate également des économies sur le carburant (prix du litre de gasoil moyen 2016 de 1.36 CHF et consommation moyenne légèrement moindre, soit -0.8 MCHF).

Les « frais de bâtiments et installations fixes » sont un peu supérieurs au budget (+0.8%; +0.2 MCHF) et à l'an dernier (+0.7%; +0.1 MCHF) notamment en raison du changement de taux de TVA non récupérable sur le droit du sillon : impact de +0.1 MCHF. Les « frais d'installations fixes » dépassent le budget (+8.0%; +0.1 MCHF) avec l'achat de tirelignes pour DATT et divers travaux aux arrêts.

Les frais de « sous-traitance de transport » sont supérieurs aux attentes (+7.6%; +3.3 MCHF) en particulier au niveau des lignes GLCT (+22.8%; +2.6 MCHF). Deux raisons majeures expliquent cet écart : les lignes N et M ont été attribuées aux TPG suite à l'appel d'offre du GLCT (+1.2 MCHF ; ce lot n'était pas retenu dans l'hypothèse budgétaire) et l'offre de la ligne D a été renforcée à l'étape d'avril (+1.5 MCHF). Hors lignes transfrontalières, la différence par rapport au budget provient des bus de substitution CFF (+0.6 MCHF). Par rapport à l'an dernier, la tendance est à l'augmentation des frais de sous-traitance (+4.8%; +2.0 MCHF) notamment des lignes GLCT avec la croissance de l'offre sur la ligne D depuis avril 2017 et l'arrêt de la ligne 4 (+1.7 MCHF). Hors GLCT, une légère hausse (+0.1 MCHF) résulte de plusieurs modifications qui se compensent : prolongement de la ligne B, bus de substitution CFF, raccourcissement de la ligne S à Croisée de Confignon, baisse de fréquence sur les lignes 28 et 57, arrêt de la ligne 32 et changement d'offre sur la ligne 35.

Le taux de sous-traitance moyen annuel s'établit à 8.8%, soit 1.2 point au-dessous du seuil légal de 10%. Le taux hors lignes provisoires et transfrontalières est de 3.0% pour un seuil légal de 4%.

Les « charges d'exploitation diverses » sont supérieures aux attentes : +8.0%; +2.1 MCHF. L'écart le plus important se trouve dans la ligne « cotisations impôts et taxes » (+2.3 MCHF) et reflète la part de TVA non récupérable liée à des achats de biens et de services moins élevés que prévu, en particulier sur les gros projets d'investissements (En-Chardon). La rubrique « marketing » est également en dépassement (+0.5 MCHF) suite au développement de TP Pub dans le canton de Vaud. En revanche, des économies apparaissent en « surveillance et sécurité » (-0.5 MCHF) : appel d'offre pour relève des DATT retardé par un recours et finalement mis en place en octobre.

Par rapport à l'an dernier, le total de la rubrique est en nette hausse : +10.1%; +2.6 MCHF. Les augmentations les plus significatives se trouvent sur les lignes « commissions et frais de vente » (+2.0 MCHF) et « entretien maintenance et locations » (+0.8 MCHF). La croissance des commissions est due aux espaces publicitaires dans le canton de Vaud pour TP Pub. L'augmentation des dépenses de maintenance est due aux frais informatiques (+0.7 MCHF ; réseau, serveurs, SAP, information voyageurs, internet, e-shop, sécurité, Wifi embarqué, etc.).

Les « dotations aux amortissements » sont inférieures au budget (-4.5% ; -2.1 MCHF) en raison essentiellement de la révision fin 2016 des durées de vie des tramways Duwag de 2023 à 2030 (impact de -2.8 MCHF). A signaler également une provision non budgétée pour dévaluation des stocks de Cart@bonus périmées (+0.6 MCHF). L'allongement fin 2017 de la durée d'utilisation de certaines séries d'autobus et de trolleybus (S501 et S35 ; +2 ans) génère une économie par rapport à l'exercice précédent (-0.9 MCHF). Une autre économie provient du déclassement d'actifs à fin 2016 (-0.6 MCHF). Ces deux éléments sont compensés par la mise en service du deuxième lot de tramways Stadler (+1.2 MCHF), par les nouveaux DATT (+0.2 MCHF), par la provision pour stocks Cart@bonus (0.6 MCHF) ainsi que par divers projets de bâtiments (+0.4 MCHF). Au global, la rubrique est en hausse : +2.2% ; +0.9 MCHF.

Les « pertes sur constats et débiteurs » sont inférieures aux attentes (-38.9% ; -1.2 MCHF) : les pertes sur constats sont moins élevées, les revenus du contrôle n'étant pas au niveau attendu. De plus, des créances provisionnées pour un montant de 0.4 MCHF ont été recouvrées auprès du GLCT concernant les subventions du troisième trimestre 2016. Par rapport à fin décembre 2016, on retrouve ces éléments : des pertes sur constats moins élevées en lien avec les revenus du contrôle et la comptabilisation de provisions pour créances douteuses en 2016 envers le GLCT, reprises en 2017.

Le résultat financier est meilleur que le budget et que l'an dernier : perte de -10.5 MCHF contre -14.1 MCHF dans le budget et -12.7 MCHF en 2016. Les produits financiers sont élevés (+169.9% ; +1.7 MCHF vs budget) grâce au nettoyage du solde de Cart@bonus en circulation non utilisées après 3 ans (0.6 MCHF), à des gains de change (0.5 MCHF) et à des gains sur stocks de consignation (0.4 MCHF).

Au niveau des charges, les intérêts sur emprunts ont bénéficié de taux variables toujours particulièrement bas et un emprunt bancaire de 50 MCHF a été remboursé en septembre 2016 sans avoir eu recours avant le mois de juin 2017 à un refinancement (utilisation de l'emprunt obligataire de 2015).

Le « ratio de contributions cantonales » est légèrement défavorable par rapport à la cible du Contrat de Prestations : 53.7% vs 53.4% ICP, les subventions cantonales étant supérieures au plan initial.

Le ratio « coûts / offre » est supérieur à la cible ICP : 0.130 CHF vs 0.121 CHF. L'objectif n'est donc que partiellement atteint.

Le « taux de couverture globale » est meilleur que l'objectif : 49.4% vs cible à 48.4%.

CONCLUSION :

Le résultat annuel 2017 est proche de l'équilibre et meilleur qu'au budget notamment grâce à des subventions cantonales plus élevées qu'initialement prévu afin d'augmenter l'offre et à une relative maîtrise des charges. Les recettes n'atteignent pas la cible mais restent dans une tendance légèrement positive par rapport à l'an dernier. Au niveau des charges, plusieurs effets se compensent en partie : l'effectif, les frais de sous-traitance et les charges de TVA non récupérable sont supérieurs au budget mais des économies sont réalisées dans les frais de véhicules, les amortissements, les pertes sur constats et le résultat financier. Par rapport à l'exercice 2016, les produits progressent plus vite que les charges (respectivement de +4.9% et +3.8%) améliorant ainsi le résultat net. La hausse des produits concerne majoritairement les contributions cantonales, les contributions du GLCT et les revenus de publicité. Une partie de la hausse des subventions cantonales était programmée dans le contrat de prestation, une autre partie a été accordée en fin d'année 2016 par le Grand Conseil et les indemnités tarifaires complémentaires ont été octroyées en 2017 après la votation du mois de mai. Les contributions du GLCT sont liées au nouvel appel d'offre et à la volonté de parvenir dès 2017 à un résultat équilibré des lignes transfrontalières. La progression des charges est majoritairement imputable aux frais de personnel (augmentation des effectifs, mécanismes salariaux et variation de la provision pour avantages à long terme), à la sous-traitance des lignes transfrontalières et aux frais de ventes liés au développement de TP Pub dans le canton de Vaud. Un indicateur financier du Contrat de Prestation, le ratio coûts/offre, n'atteint que partiellement la cible. En termes de réserves, en tenant compte du budget 2018, le solde des réserves devant être dissoutes dans le CP 2015-2018 sera de 5.7 MCHF à fin 2018.

| | Réel | Réel | Réel | Budget |
|--|---------|--------|-------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
| Prévisionnel actualisé, en kCHF | | | | |
| Résultat de l'Exercice | -10'995 | -7'617 | -529 | -909 |
| Evolution des réserves (25'762'865 2007-2014) | 14'768 | 7'151 | 6'622 | 5'713 |